

LE VATICAN ET LA POLOGNE DE 1945 À 1958 : ÉGLISE PERSÉCUTÉE OU VIEIL INSTRUMENT CONTRE LES FRONTIÈRES? ¹

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, Paris 7

Communication au colloque *La Pologne et l'Europe occidentale du Moyen-Age à nos jours*, 28-29 octobre 1999, dir. Marie-Louise Pelus-Kaplan et Daniel Tollet, Instytut Historii UAM, Poznan-Paris, 2004, p. 141-171.

Les archives françaises et allemandes anéantissent la thèse d'un soutien romain à la catholique Pologne ressuscitée par la victoire française de 1918 : le Vatican lui ne pardonna jamais son péché originel, le vol de territoires considérés comme allemands, et l'en châtia, sous couvert d'idylle anti-bolchevique et antisémite, par une guérilla particulièrement violente sur ses marches occidentale et orientale. Ces détestables relations culminèrent pendant l'Occupation, où la remise ecclésiastique au Reich de tous les anciens territoires polonais par le nonce à Berlin Orsenigo provoqua une crise nationale et menaça l'Église de schisme ². Le contentieux n'attendit donc pas l'installation soviétique du « comité de Lublin », noyau du futur gouvernement communiste. Comme en 1918, l'Église demeura dans la Pologne reconstituée en 1945 confrontée, à la fois par composition sociologique et du fait du Vatican, au conflit entre polonisme et germanisme: là où l'on s'attendrait à rencontrer l'objectif commun de liquidation du « bolchevisme athée » et persécuteur, on trouvera *la question allemande*.

PRÉAMBULE : LA POLOGNE ET LE RESTE DE L'EST: « PERSÉCUTION DE LA RELIGION » OU QUESTION DES FRONTIÈRES?

La Pologne ne fut comme après l'autre guerre qu'un des territoires de l'Europe centrale et orientale que sa nouvelle défaite arracha au Reich: elle dut respecter la ligne Curzon, rendant aux Soviétiques les territoires saisis en 1920, et reçut en échange ceux pris au Reich à l'Est de la ligne Oder-Neisse, procédure officialisée après Potsdam. Mais, nouveauté, les États-Unis remplacèrent ou crurent remplacer les Allemands dans la sphère considérée. La gravité de la défaite allemande à l'Est, qui rendait *a priori* plus délicate la mission du Vatican, fut en 1945 compensée par l'ampleur de la victoire de l'Amérique, que ses rapports structurels avec le Reich incitaient comme en 1918 à une « paix douce » : si la Curie honnit Yalta et Potsdam à l'égal de Versailles, elle put maudire plus librement les accords de 1945 au nom de la lutte anti-bolchevique. Comme naguère, les Occidentaux vainqueurs étaient divisés sur l'Allemagne, mais l'ancien partisan d'une politique dure, le vainqueur de 1918, vaincu de 1940, ne comptait guère en 1945. Le poids hégémonique, à l'Ouest, de « l'Amérique [...] unique planche de salut » – contre la France, expression de Pacelli en mars 1918, et désormais contre l'URSS –, donna des coudées européennes plus franches au Vatican. Pacelli devenu en mars 1939 Pie XII retrouva dans l'entreprise son vieil ami Spellman, généreux financier de la Curie depuis les années 1920 (et à ce titre chef du renseignement américain au Vatican), émissaire des Chevaliers de Colomb, richissime organisation catholique d'extrême droite : l'après-guerre ajouterait au palmarès de ce « Richelieu du Texas », outre les titres d'archevêque de New York et de cardinal (dit « magot » (*moneybags*)), celui de sauveteur de criminels de guerre et de chef de la subversion cléricale dans l'Est européen ³. Rome seconderait dans la sphère d'influence américaine en Europe le retour au *statu quo* général ébranlé par la Crise puis la guerre; et aiderait à rendre ingérable à Moscou sa propre zone d'influence: la force catholique, souvent énorme, y appuierait la contre-offensive du puissant vainqueur occidental contre l'URSS dotée d'un « glaci » protecteur mais épuisée. L'œuvre commune, entamée dès 1943 par le sauvetage des criminels de guerre, serait légitimée, aux yeux de l'Ouest et d'une large fraction des populations de l'Est, par le fait que l'ennemi anti-allemand était rouge: on le combattrait clandestinement comme naguère; mais aussi à visage découvert, le vieil argument de « la

persécution de la religion catholique » s'avérant de plus en plus efficace au fil de la « guerre froide ».

Il n'y eut à l'Est depuis 1945 aucune « persécution » religieuse, pas même en Yougoslavie : l'ironique Tisserant, secrétaire de la Congrégation orientale, qui la stigmatisait tous les jours, admettait en privé en août 1952, au plus fort de la croisade contre Belgrade, que « le Saint-Siège a[vait] quelque peu poussé au noir le tableau »⁴. Mais les États slaves reconstitués retrouvèrent intacts les problèmes de 1918, dont l'apparence « religieuse » masquait les rapports avec les Germains. Hantés par deux priorités, consolidation territoriale et reconstruction économique, ils s'efforcèrent d'éviter toute guerre religieuse : ils renoncèrent donc d'emblée à une épuration du clergé jugée déstabilisatrice par les communistes au moins autant que par les autres laïques. Leur quête d'un « modus vivendi » pour éviter un périlleux « conflit avec l'Église » fut poursuivie au plus fort de ce qu'on a appelé « l'ère stalinienne ». Par « persécution de la religion » le Vatican désignait en fait : 1° sa recherche systématique de la rupture, appuyée sur des « martyrs » présumés, aptes à mobiliser les forces de subversion des nouveaux régimes. Stehle l'exonère de toute visée stratégique agressive à l'Est, postulant la permanente « erreur pontificale ». Il admet pourtant que la liberté religieuse, octroyée par Moscou en 1944-1945 à tous les territoires libérés par l'Armée rouge, Église uniaste exclue, ne l'infléchit pas; que le pape invoquait des « persécutions » purement imaginaires, rapportées à ses excellentes informations; et que, sûr de la capacité américaine à faire reculer Moscou, il pratiquait une provocation systématique : il avait donné ordre de combat à Hlond, cardinal archevêque de Poznan, vieux chef germanophile du camp anti-bolchevique et antisémite émigré en septembre 1939 (pas « résistant » pour autant), que Varsovie avait après la Libération rappelé en signe de conciliation; et confié l'Église hongroise à l'Allemand « d'origine souabe » Joseph Pehm – alias Mindszenty –, qui insultait son État et paradait entre Budapest et Rome « dans l'avion de la mission américaine » (comme les prélats hongrois, toujours en Transylvanie, roumaine depuis 1918, bafouaient Bucarest en annonçant le retour imminent du territoire à leur chère Hongrie). 2° La *laïcisation* de l'Europe orientale, condition de sa modernisation, par sécularisation des terres, de l'enseignement, etc., dont les consignes de lutte frontale notifiées au haut clergé scandèrent les étapes. Ce processus ne porta *jamais* atteinte au culte, laissé « absolument libre » (Hlond, en novembre 1946), jugement reproduit dans *tous les pays* au cœur des années cinquante, Yougoslavie incluse (le nonce Oddi, chef de la subversion cléricale, l'avoua aux Français en janvier 1953). Mais il menaçait des privilèges d'Ancien régime, si lentement en Pologne qu'elle n'avait pas laïcisé son enseignement après onze ans de pouvoir communiste et de guérilla ecclésiastique: la crise de 1956 le démontra aux 10% de non-catholiques (l'extermination des juifs avait achevé l'identité de la Pologne, catholique à 90% contre 65% en 1939).

L'expression d'« Églises du silence » recouvre donc deux données distinctes: 1° des églises ouvertes, bondées en Pologne, l'entière liberté du culte et une extrême timidité de la propagande « athéiste » (début 1955, un communiste tchèque fut condamné pour « propos offensants » contre les croyants), propagande quasi nulle en Pologne; 2° l'amorce d'une atteinte à l'hégémonie sociale de l'Église, rythmée par les procès dont les pièces avaient dormi longtemps, surtout en Pologne, dans les archives de l'État⁵. Les cris contre la « persécution » communiste avaient donc le même objectif que ceux d'avant-guerre contre les orthodoxes yougoslaves ou roumains, les hussites tchécoslovaques et les catholiques polonais anti-uniastes: camoufler l'action du Vatican contre les pertes territoriales de ses alliés vaincus. Solide atout du côté de Washington, qui appréciait Potsdam aussi peu que Versailles; moindre du côté des Occidentaux d'Europe qui se réjouissaient, fût-ce *in petto*, que le Reich, indemne à l'Ouest, fût bridé à l'Est: ainsi la France fut-elle tirillée entre son cléralisme à usage interne et colonial et son anti-germanisme sur la frontière Oder-Neisse. La « persécution » alléguée consista, pour les États orientaux menacés par le Reich (toujours) ou l'Italie (parfois), à tenter d'édifier les bases d'une Église *nationale* contre la désagrégation interne.

LA GUÉRILLA JUSQU'À LA LETTRE DE PIE XII À L'ÉPISCOPAT ALLEMAND, MAI 1945-AVRIL 1948

En Pologne, la haine antisémite et anti-rouge donna à Rome l'espoir de concilier le refus des acquis territoriaux au détriment du Reich – en prescrivant aux prélats la seule dénonciation du vol russe à l'Est – et l'alliance avec les forces anti-soviétiques dirigées par les anciennes élites, que scella la tardive remise de la pourpre (attendue depuis 1919) au vieil archevêque de Cracovie Sapieha, annoncée en décembre 1945. On a peine à recenser les effarantes œuvres *post bellum* d'une Église en subversion ouverte, qui n'avait pas résisté à l'occupant et que définissait ainsi, à la mi-mai 1948, le consul de France à Szczecin (l'ancienne Stettin): « un clergé intimement rattaché au Vatican et bénéficiant au surplus d'une situation privilégiée dans l'État polonais; une classe de seigneurs et de grands bourgeois unis au clergé comme on le voyait en France de l'Ouest avant la ruine de la chouannerie; un troupeau subalterne parvenu au degré d'évolution de la paysannerie bretonne du XVIII^e siècle ». Les diplomates français en décrivaient les activités, bien que dans le langage « occidental » codé, dans les termes de la presse communiste: cache des armes des groupes clandestins, terrorisme (attentats avec mutilation contre des prêtres suspects de « neutralité »); campagne électorale permanente appelant à la rébellion populaire contre toute mesure sur l'école, l'avortement, le mariage civil, etc.; trafic de devises, dissimulation de trésors et bijoux des classes privilégiées; association au « “service d'espionnage du Vatican dans l'Est européen”, [constitué] en liaison avec les missions diplomatiques des États-Unis et de Grande-Bretagne », financé « presque entièrement » par Washington. Bien que le Vatican fût devenu « une sorte d'officine d'informations clandestines dont le Deuxième Bureau américain aurait besoin » (sarcasme de Mgr Montini, futur Paul VI, en octobre 1951, où la presse américaine avoua presque tout), ce « service », également chargé de sauver et reconvertir, *ad usum* anglo-saxon, des criminels de guerre rompus à « la lutte contre le communisme », demeurait très germano-vatican. Figuraient dans cet énorme « centre d'informations, “autant dire d'espionnage” » tous les noms, surtout allemands et uniato-ukrainiens, de la croisade contre la Russie et la Pologne d'avant 1939, à prédominance jésuite: annexe de l'Institut pontifical oriental « chargé de la lutte idéologique », le *Russicum*, dirigé par le Français Philippe de Régis et son adjoint autrichien G. Wetter, demeurait le fief « des agents destinés à “travailler” en Europe orientale »⁶. Les tentatives de Varsovie d'établir avec Rome un contact que Pie XII refusa jusqu'à sa mort forment le feuilleton des archives du Quai d'Orsay: la Pologne y resta représentée par Papée, témoin gênant de l'enthousiasme germanophile de 1939, redevenu utile en 1943 contre Moscou. L'absence de tout contact « confère une liberté plus grande » au Vatican, qui contraindra Varsovie à « recule[r] [...] devant la résistance que la population oppose de facto à certaines mesures », observa en décembre 1946 l'ambassadeur Jacques Maritain.

C'est dans ce but que, muni de consignes de guerre, Hlond quitta Rome le 13 juillet 1945. Il orchestra à peine rentré à Poznan les pogroms (où s'illustra aussi Cracovie) et la guérilla contre un État présenté aux fidèles comme de la racaille judéo-bolchevique crucifiant sur ordre de Moscou la grande Pologne catholique. Par ce harcèlement qui culmina le 12 juillet 1946 dans le pogrom de Kielce, siège de l'ultra Kaczmarek, Hlond, « Mikolajczik en soutane » titulaire depuis avril du siège de Varsovie, portait secours au chef laïc : pour faire échouer le référendum présenté par la majorité pro-communiste du gouvernement, posant trois questions, dont la troisième sur « la nouvelle frontière occidentale » (ainsi que « l'abolition de la Chambre haute » et « la réforme agraire et les nationalisations »). Fin juillet, le oui l'emporta à 63%, mais le « triple non » prôné par Mikolajczik et le Vatican, son « instigateur », triompha dans les zones les plus « noires », comme Cracovie et ses quarante-trois couvents. La gauche y dénonça « la main du Vatican “protecteur des Allemands” »⁷. L'Église, avouant là son refus des frontières de 1945, mordait donc à la tactique érigeant en paravent du problème *territorial* l'espoir polonais d'une guerre anglo-saxonne écrasant le communisme. Manœuvre plus habile que le nouvel argument « juridique » romain de 1945, l'attente alléguée de « la fixation définitive des frontières par les traités de paix » : les prélats polonais s'étaient déjà vu objecter en 1919-1920 que « les traités de paix » fixant « définitivement » les frontières ne concernaient pas le Vatican, non « consulté » sur leur rédaction. La supercherie, amorcée en 1943, culmina en 1947: la Curie et Hlond, en navette entre Varsovie et Rome, disaient en janvier attendre la rupture assurée à la conférence de Moscou (mars-avril) pour installer « un régime démocratique au sens occidental du mot [...] au printemps prochain » : il serait donc

« absurde de conclure un accord provisoire » avec cet État soutenu par « moins de 8% de la population ». Pie XII serina l'argument aux évêques, tel Sapięha, venu le voir en juin 1947: pas question, lui dit-il, d'« organiser le culte dans les nouveaux territoires », le conflit Est-Ouest est inéluctable « et, si l'avenir doit nous apporter prochainement des modifications nouvelles à la structure politique et territoriale de l'Est européen, il est parfaitement inutile de s'engager maintenant de façon durable ». A l'été 1947, droite et évêques tablaient sur la guerre imminente qui « les libérera[it] du régime actuel » (Tardini)⁸.

Cette grosse ficelle n'abolit pas *le vrai* conflit, qui renforça les communistes résolus à ne pas tenir au chaud pour le Reich les territoires gagnés à Potsdam. Le 12 septembre 1945, l'État dénonça le concordat de 1925, sur une base qui « n'a nullement troublé les fidèles », sa violation par la nomination pendant l'Occupation des évêques allemands Breitinger et Splett. Il organisa en janvier 1946 un procès contre l'évêque de Dantzig (Splett), condamné à huit ans de prison, cinq ans de déchéance des droits civiques et à la confiscation de ses biens. Certains catholiques, tel le directeur d'un hebdomadaire de Varsovie en juin 1946, l'avouaient, « les fidèles [...] sont en leur for intérieur assez écœurés de constater qu'après avoir gardé le silence pendant la guerre le Saint-Siège semble prendre la défense des “pauvres Allemands” persécutés par les Polonais ». Hlond avait adopté à l'été 1945 des mesures suggérant que les prélats, aussi anti-russes fussent-ils, appréciaient les gains poméraniens et silésiens. Le 15 août 1945, le Vatican lui avait remis des « pouvoirs supérieurs à ceux d'un nonce » pour diriger la guerre contre l'État. « Dépass[ant] les intentions de Rome », gémit le secrétaire aux Affaires extraordinaires Tardini devant les Français en juillet 1947 (son successeur Samoré s'en lamentait encore en décembre 1956), Hlond créa « cinq administrations apostoliques dans les nouveaux territoires polonais »: 1° Opole (Oppeln) pour la Haute-Silésie, 2° Wrocław (Breslau) pour la Basse-Silésie, 3° Gorzow (Landsberg) pour la région à l'est de Berlin, Lubusz et la Poméranie occidentale (soit 1/7 de la surface totale du pays), 4° Gdansk (Dantzig) et 5° Olsztyn (Allenstein), en Prusse orientale⁹ (les clercs placés à leur tête préservaient cependant les chances de retour au Reich). Le régime s'acquit ici un fort soutien, amorçant même la conquête des clercs polonais (1 550 prêtres pour 1452 paroisses et 165 curés provisoires, dont 25% d'optants pour la Pologne, Allemands ou germanisés), étroite minorité, il est vrai, que la hiérarchie frappait de suspension et autres sanctions au moindre pas vers les « nouveaux chefs » ou refus de rébellion contre eux. Il animait la reconstruction à marches forcées, et les édifices culturels détruits par l'occupant furent rebâtis par souscription et « aux frais de l'État » pour les monuments historiques. Il toucha donc ici en janvier 1947 des dividendes électoraux alarmants pour Rome, en dépit des injonctions interdisant aux fidèles l'abstention ou le vote pour les partis « dont le programme est contraire à la morale chrétienne » et des malédictions contre « le totalitarisme d'un État sans Dieu, matérialiste [...] et athée » (lettre pastorale du 10 septembre 1946 lue en chaire le 20 octobre).

Cette sévère alerte – mêlée de polonisme autocensuré – motiva à l'été 1947 la vaine demande de Sapięha à la Curie d'une l'organisation définitive des territoires. Mais la subversion se retranchait de plus en plus audacieusement derrière l'ambassadeur des États-Unis Griffis, qui déclarait : « L'Église catholique est la plus grande chose en Pologne ». Hlond poussa à la mi-juillet la témérité, dans une interview au *Tempo*, jusqu'à louer les Allemands qui « “en dépit de leur [esprit] de conquête posséderaient de grandes qualités et un haut niveau culture” » et à imputer la victoire russe « beaucoup plus au manque de munitions de l'ennemi qu'à la valeur combative du soldat russe »: sortie qui lui valut la *première attaque ouverte* de la presse. « Le clan des intransigeants » l'emporta à la réunion épiscopale de Czestochowa le 28 septembre: son mandement, prêt depuis un mois, jugé trop modéré par Sapięha, comparait entre autres douceurs l'école laïque aux « écoles hitlériennes mal famées » et le recours au travail dominical pour la reconstruction aux méthodes de « l'envahisseur ». En octobre, le général Grosz rappela aux évêques leur mutisme sur le travail forcé, dimanche inclus, dans les camps de concentration nazis; le *Robotnik* (socialiste) publia le mandement de 1940 de l'évêque de Kielce, Kaczmarek, revendiquant « son loyalisme absolu vis à vis des autorités occupantes »; on refusa du papier à la presse cléricale. Signes que touchait à sa fin l'impunité d'une Église jusque là « intouchable »: la réforme agraire l'avait épargnée, la messe accompagnait toutes les cérémonies officielles, l'enseignement religieux restait obligatoire, etc. La question allemande avait secondé la stabilisation, reflétée en novembre 1947 par une audace laïque, un décret sur l'obligation du mariage civil, qui « exaspère littéralement les catholiques polonais »¹⁰.

Elle ressurgit au printemps 1948, sous la pression des héritiers « occidentaux » du Reich, furieux de la résolution polonaise et encouragés par la rupture de la Grande Alliance et les accords tripartites de Londres. On parlait beaucoup depuis l'automne 1947 de l'indispensable réorganisation du diocèse de Breslau et des districts à l'est de l'Oder et de la Neisse. Varsovie demandait la reconnaissance officielle des cinq administrateurs polonais nommés par Hlond, toujours privés de prérogatives et de statut épiscopaux. Le 1^{er} avril 1948, peu après que la hiérarchie eut suspendu l'abbé Pyszkowski, aumônier général militaire nommé en janvier par le maréchal Rola-Zymierski, ministre de la Guerre, pour un discours prônant la démocratie et l'alliance panslave anti-allemande, fut publiée la lettre du 1^{er} mars de Pie XII aux évêques allemands sur « Breslau ». De ce « message rédigé en allemand », « aucun texte authentique [n'existait] dans une autre langue », fut-il précisé au Quai d'Orsay qui en réclamait une traduction à son poste au Vatican. Insultant la Pologne (avec toute l'Europe occupée), le pape évoquait « le glorieux déploiement des forces catholiques à Breslau » en 1926, souvenir avivant « la tristesse qui est la nôtre lorsque nous pensons aux effroyables malheurs qui depuis lors ont frappé les populations de l'Allemagne Orientale »; et pleurait sur l'Allemagne industrielle si florissante « il y a à peine une génération », désormais plongée dans la misère, endettée, dévastée, surpeuplée, non encore reconstruite. Il exigeait des victimes du Reich un pardon immédiat : « même si ces peuples ont subi pendant la guerre, du fait de l'Allemagne, de cruelles et dures épreuves, ils doivent être assez magnanimes pour oublier le passé et vous donner, ainsi qu'à toute l'Europe et à toute l'humanité, l'espérance d'un lendemain meilleur, sous le signe de l'amour ». D'autant plus qu'ils avaient affreusement traité ces « millions de réfugiés catholiques de l'Est transplantés dans des régions uniquement protestantes [...] procédé sans exemple (“Beispiellos”) dans le passé de l'Europe » qui leur vaudrait « le jugement très sévère de l'Histoire » : « nous croyons être au courant de ce qui s'est passé au cours des années de guerre dans les vastes espaces situés entre la Vistule et la Volga. Mais était-il permis d'expulser de leurs foyers, à titre de représailles, douze millions d'hommes et de les livrer à la misère? Les victimes de ces représailles ne sont-elles pas en majorité des gens qui n'ont pas participé aux événements et aux méfaits auxquels nous faisons allusion plus haut, et qui n'ont eu aucune incidence sur eux? Cette mesure était-elle raisonnable du point de vue politique, était-elle admissible au point de vue économique, si l'on considère *les nécessités vitales du peuple allemand* » – expression de son ami Kaas désignant l'expansion territoriale du Reich, répétée depuis vingt ans – « et, au-delà, le bien-être de toute l'Europe qu'il faut assurer? »¹¹

VERS LA STABILISATION POLONAISE, AVRIL 1948-MARS 1950

La lettre, suscitant en Pologne « une vive émotion » (Georges Gueyraud, sous-directeur d'Europe orientale au Quai d'Orsay), déclencha la campagne de presse la plus sévère depuis mai 1945 contre ce pape larmoyant « à l'égard des vaincus d'hier », « “moins prolixe et moins pitoyable” lorsqu'il s'agissait de condamner les atrocités hitlériennes ». Elle provoqua la « consternation [...] des dirigeants catholiques », placés devant « un dilemme et une crise de conscience »: Pie XII offrait au régime « l'occasion inespérée d'ébranler et de diviser la masse compacte des catholiques pour qui la foi et le patriotisme formaient un tout indivisible ». Entre russophobie et germanophobie, les Polonais, « attelés malgré eux au char soviétique [, au...] gouvernement et [au] Parti », optèrent contre le Reich, tandis que ressurgissait un « réel danger de schisme ». Sommée de prendre position, la hiérarchie dut s'exécuter, « après un long silence » défensif: elle fournit fin mai 1948 via le journal de Hlond une explication anti-russe – il fallait « compenser la perte de 40% du territoire polonais à l'Est » – et papophile – « le Saint-Père Pie XII, en dépit des apparences et des interprétations qu'on en fait, désir[ait] que la Pologne soit puissante au point de vue politique, culturel et moral », et la défendait comme pendant la guerre. Hlond justifiait aussi la frontière et les expulsions, invoquant le « souci d'écraser le foyer du banditisme et d'agression constitué par la Prusse [et d']utiliser la garantie de la paix mondiale contre le retour du danger allemand ». L'« habile réponse [qui] cont[enai]t des critiques ouvertes contre le pouvoir établi », n'apaisa pas la tempête. Varsovie manœuvra intelligemment sur le terrain « “gallican”, déclenché par le Vatican lui-même [...] Le combat a été mal engagé par le Vatican », trancha Jacques Lebegue à la mi-juin. L'épiscopat lui-même, choqué comme le reste des Polonais par le qualificatif « Beispiellos »

appliqué aux expulsions d'Allemands de 1945, dut donc braver Pie XII: dans une lettre secrète rédigée à sa réunion de Cracovie les 11 et 12 juillet, il réclama son arbitrage sur les frontières, justifia la saisie des terres de l'Ouest à titre à la fois historique et de « faible compensation » pour les dommages subis pendant la guerre; il osa même critiquer les Allemands fils de Luther et d'Hitler, rappeler « la politique allemande d'extermination » en en citant maint exemple peu connu « du monde civilisé, mais [dont] le Saint-Siège [...] est certainement informé », justifier les « transferts » actuels, beaucoup plus doux que les transferts hitlériens imposés à la Pologne, et adhérer au démenti, général dans la presse, du chiffre de « douze millions d'expulsés » (on n'en avait évacué que 2,5, le reste ayant déjà déguerpi). Mgr Sapieha reprit aussitôt après le chemin de Rome, atteinte le 18 juillet. Pie XII, aimable, le reçut avec Mgr Lubowiecki, chargé des Polonais établis en Allemagne, lui confirma le pire, mais promit « qu'il éviterait toute parole ou tout geste qui soit de nature à affaiblir la position de l'Église de Pologne dans l'âpre lutte qui l'oppose au gouvernement ». Aux fêtes religieuses de Cologne de septembre, Micara, son légat, exposa à des évêques, syndicalistes et autres laïcs allemands et étrangers, « la position du Saint-Siège »: « l'Allemagne doit être unifiée et retrouver ses anciennes frontières de l'Est, même si la Pologne ne devait pas récupérer en échange les provinces orientales annexées par la Russie »¹².

Après ce fiasco romain, origine d'une campagne sur la mauvaise vie des clercs et un début de répression (quelques arrestations depuis septembre 1948), l'épiscopat surmonta vite sa « crise de conscience ». Hlond étant mort en octobre d'une opération, l'absence de l'État à ses obsèques contrasta avec le nombre des diplomates « occidentaux », ambassadeur américain Griffis en tête, « avec une nombreuse suite ». Le vieux prince Sapieha reçut la direction officielle de la guérilla, que son bulletin hebdomadaire, le *Tygodnik Powsechny*, assurait déjà de fait: il tonna contre la laïcisation scolaire, tout en répétant bravement que Rome ne contestait pas les frontières fixées par « des accords internationaux »: la presse catholique allemande clamait le contraire depuis des semaines. Mais le grand âge (82 ans) de l'archevêque de Cracovie ne fut pas le seul motif de remise du siège de Varsovie (conférant la primatie), annoncée à la mi-novembre 1948, à l'évêque de Lublin Wyszynski (47 ans): l'anti-bolchevisme impeccable de Sapieha n'avait jamais racheté son polonisme insupportable à Rome depuis le règne de Benoît XV. Wyszynski, dont la biographie officielle mentionnait des « études de sociologie à l'étranger » – où? – de 1919 à 1930, fut donc promu en janvier 1949 « pour son caractère inflexible » contre le communisme, qui lui avait valu avant-guerre les attentions romaines. Sapieha, brocardant cet ultramontain, en oublia en avril 1949 le discours codé: il certifia que le Pacte atlantique alarmait l'URSS et Pologne et que Moscou prenait des mesures purement défensives; et railla la propagande américaine inepte déjouée par l'État et les émissions polonaises de Radio-Vatican « port[a]nt préjudice à l'autorité du Saint-Siège » par leur évidente inspiration jésuite et anglo-saxonne. Wyszynski appliqua avec un zèle parfait la ligne prescrite. L'anticléricalisme de la presse laïque en fut avivé, et le communiste Wolski, vice-ministre de l'Administration publique chargé des problèmes religieux, rédigea, après son entretien du 14 mars 1949 avec le secrétaire de l'épiscopat Mgr Choromanski, où il rappela la grave collaboration des évêques de Kielce et de Katowice, un mémorandum exigeant du clergé l'abandon du soutien aux mouvements clandestins et le respect des lois de la République. « S'ils veulent la guerre, ils l'auront », commenta Sapieha, juste avant que Wolski ne reçût la réponse cléricale officielle: une pastorale contre l'école laïque, à lire dans toutes les églises le 24 avril, opposant aux gouvernants, clique d'étrangers (juifs) nourris par l'URSS, « le clergé catholique en Pologne [...] composé en totalité des hommes de notre terroir »¹³.

La guérilla fut complétée par le décret du 1er juillet 1949 du Saint-Office prohibant l'adhésion des catholiques au parti communiste et frappant d'excommunication « la défense et la propagation de la doctrine matérialiste et anti-chrétienne des communistes ». Mesure générale qui souleva « une vive inquiétude » en Pologne. L'Église tenta même à Lublin début juillet le coup d'« un miracle », tout comme de Liva, l'occupant illégal de la nonciature de Prague, fit en décembre à Cilhost, en Tchécoslovaquie, manipuler par un clerc un crucifix deux fois « tourné vers l'ouest » (grâce à mécanisme dissimulé) pour prouver aux paysans le caractère satanique de l'État et leur annoncer son effondrement imminent: l'opération polonaise fit, parmi 400 000 pèlerins chauffés à blanc, un mort et 19 blessés, et l'évêque de Lublin dut fin juillet désavouer le prétendu « miracle ». Ces diversions n'abolirent pas les effets délétères de « la dilection compatissante de Pie XII à l'endroit des "pauvres Allemands" ». Les « diocèses annexés » demeuraient dotés d'« un personnel

intérimaire, dépourvu, en fait, du prestige et de l'autorité nécessaires », preuve de « la précarité et [de] la révocabilité du tracé géographique des diocèses et des frontières naturelles ». Dénonçant de plus en plus durement « Il Tedesco » (l'Allemand), sa collusion avec le Reich et avec le capitalisme américain, et exigeant la nomination d'évêques dans les régions concernées, Varsovie cajola plus que jamais ses clercs. On parlait toujours de schisme, et le bas clergé, à défaut du haut, commençait à se calmer. Au point que Pie XII adressa début septembre à l'épiscopat une lettre non exclusivement anti-bolchevique: il y évoquait aussi ses interventions en faveur de la Pologne contre la guerre depuis mai 1939 [où il l'avait pressée de céder Dantzig], etc., et déplorait les souffrances infligées pendant la guerre « par les envahisseurs » (non désignés).

L'épiscopat, de plus en plus gêné par « la politique allemande du pape », fut donc troublé par les modestes exigences que lui présentaient depuis juillet 1949 Bierut (chef du gouvernement) et Wolski en vue d'un accord : « reconnaissance de l'État populaire », rejet de la tactique provocatrice à la Mindszenty et pression épiscopale sur Rome à propos des frontières. Il tendait à se diviser sur l'épreuve de force, tactique choisie par Wyszynski à la mi-octobre, via une lettre déchaînée sur l'école laïque et le contrôle de la jeunesse¹⁴. Le gouvernement put donc frapper, avec les intransigeants, la ligne vaticane. D'abord à la caisse, en janvier 1950, contre la société *Caritas* dont « plusieurs dirigeants provinciaux » s'étaient livrés à d'importants détournements de fonds, tel Mgr Malik, « administrateur apostolique » de Wrocław : on arrêta des prêtres et laïcs « coupables à tout le moins de légèreté et de dilapidation »; on mit sous séquestre les biens de *Caritas*, avant de confier (en octobre) sa « rénovation » aux prêtres ralliés, « dits “démocrates” », dont « le nombre [...] s'[était] sensiblement accru ». Inquiets de cette imitation d'une « manœuvre de Prague » qui avait créé un mouvement d'action catholique loyaliste, les prélats jetèrent aussitôt contre eux l'interdit, assorti d'une lettre pastorale proscrivant toute « collaboration ». Mais l'État marqua des points auprès du petit clergé séculier par un projet de loi du début mars 1950 qui, nationalisant les biens d'Église, maintenait aux desservants leurs fermes de moins de 50 ha et créait une caisse sociale alimentée par les revenus des biens ecclésiastiques et par l'État¹⁵.

DE L'ACCORD D'AVRIL 1950 À L'ARRESTATION DE WYSZYNSKI, AVRIL 1950- SEPTEMBRE 1953

Le 5 avril, alors qu'était publié ce projet, le Vatican annonça l'arrivée imminente de Sapieha, voyage remis « après les fêtes de Pâques » tant il répugnait à recevoir le prélat venu prôner la négociation devenue inéluctable. Parti le 13 avril de Cracovie, le prélat lut en arrivant à Rome dans l'*Osservatore Romano* du 14 tout l'échange antérieur de correspondance entre l'épiscopat et le gouvernement polonais. Procédure exceptionnelle choisie, commenta d'Ormesson, ambassadeur au Vatican depuis l'été 1948, pour montrer « l'approbation totale [de Rome] à l'attitude énergique de l'épiscopat et ceci en dépit » – il voulait dire en raison – « des risques fort probables que cette approbation éclatante est de nature à provoquer ». Pie XII avait en effet ainsi choisi de casser l'« Accord entre l'Église et l'État » signé ce même jour à Varsovie. Car ce texte en 19 points, au contenu très national, « succès » de l'État, suggérait que « les évêques ne cro[yai]ent pas » – ou ne croyaient plus – « à une guerre imminente », et comptaient désormais sur la durée en s'accrochant à leur contrôle sur la jeunesse : les territoires récupérés « appart[enai]ent pour toujours à la Pologne » (3); les clercs s'opposeraient « à tout révisionnisme du clergé allemand » (4); d'autres articles garantissaient leur loyalisme et leur respect de « la raison d'État polonaise » (1, 2, et 5 à 9); une annexe non publiée prévoyait même « le remplacement de certains évêques considérés comme particulièrement hostiles au régime »; les articles 10-19 concernaient les droits de l'Église: enseignement religieux, libertés de presse, d'association, de culte, services religieux dans l'Armée, rôle dans les prisons, hôpitaux, statut des ordres et associations religieuses, protocole sur *Caritas* transformée, aide de l'État au clergé et droit au sursis pour les séminaristes.

Sapieha fut donc reçu par un Saint-Siège furieux et « absolument décontenancé », qui fit à d'Ormesson le 21 avril des demi-aveux: Tardini se dit déçu, alors qu'il comptait « particulièrement sur la fermeté du clergé polonais »; Montini glosa sur ces lâches, alléchés par « les garanties matérielles » et, à propos de l'affaire *Caritas*, sur « l'inconvénient de mêler des intérêts séculiers à des activités spirituelles » (propos piquant de la part d'un des dignitaires les plus impliqués dans les

scandales financiers romains). Sapieha, qui avait observé à Rome « un silence impénétrable » et que sa mise en quarantaine rajeunit de trente ans, rentra le 12 mai 1950 muni des rituelles instructions¹⁶. La guérilla se poursuivit donc : l'épiscopat devait en vociférant faire diversion à la violation de l'accord d'avril, qu'il imputa à l'État dans la « protestation solennelle » de sa session de Czestochowa (12-13 septembre 1950). La propagande gouvernementale s'intensifia : en mai sortit une brochure de Nowicki très documentée sur le pape, son enrichissement, celui qu'il avait assuré à ses trois neveux, ses liens avec la grande banque américaine (Morgan, Rockefeller, etc.) et la fortune du Saint-Siège, « arguments [qui...] risquent d'ébranler de nombreux catholiques ». Mais « l'épiscopat se trouv[a surtout] placé dans une impasse » par la violation que lui imposait Rome de l'article 3 de l'accord du 14 avril sur la défense des frontières. Le ralliement de certains de ses membres, derrière son signataire Choromanski, s'afficha fin juin 1950 par la signature sur l'« appel de Stockholm » de la totalité des évêques suppléants, sauf deux. Et surtout les prêtres « membres de l'association des militants pour la paix » (*Pax*), dits « prêtres patriotes », immédiatement sanctionnés par la hiérarchie, ne purent être anéantis. La presse fit grand cas, en novembre, du refus de Wyszynski, qui hurlait quotidiennement à la persécution, de recevoir le 31 octobre une délégation des prêtres chargés de l'administration apostolique de la Basse-Silésie: point fort d'une longue campagne contre les manquements épiscopaux à l'article 3. Elle donna autant d'écho aux initiatives de Pie XII en faveur du Reich et à la ferveur irrédentiste du haut clergé allemand à chaque réunion où se pressaient « le clergé des régions perdues de l'Est, chargé de maintenir la cohérence des populations déplacées et d'entretenir dans la jeunesse un désir toujours vivace de retour », et ses ouailles, sous la houlette du cardinal-archevêque de Cologne Frings, proclamé « successeur du Cardinal Bertram [...] le dernier évêque de Breslau », et du nonce en Allemagne, le Germano-Américain Munch.

Pie XII fut même lâché par les ennemis jurés des Russes qu'il avait maintenus en représentants de la Pologne. Il reçut le général Anders à l'été 1950, mais l'« ambassadeur » Papée, lui remit en octobre ou novembre un « mémorandum sur les frontières orientales de l'Allemagne » : il voulait « marquer ainsi [...] que cette question de frontière était un point – peut-être le seul – sur lequel l'émigration polonaise se sentait solidaire avec le gouvernement communiste de Varsovie [et] que cette irritante question ne constituait pas seulement pour son pays un problème d'intérêt national [mais] que la position d'attente adoptée par le Saint-Siège fournissait un des meilleurs arguments à la campagne contre le Vatican qui se développe en Pologne et commence à ébranler certains milieux catholiques patriotes ». « Les malheureux évêques » n'avaient plus rien à opposer à l'argument communiste « que le Pape [était] pro-allemand et que l'épiscopat polonais trahi[ssai]t sa promesse »¹⁷.

L'État franchit donc aisément au début de 1951 une étape décisive contre la vieille tactique de gestion « provisoire » des territoires du Reich par un clergé à l'échine souple: celle du coup de balai anti-allemand, différence décisive avec celui d'avant 1939 que l'impératif du contrôle des masses paysannes ramenait toujours au bercail romain. La presse attaqua « ces vicaires allemands » qui excitaient les fidèles contre la Pologne, publiaient des « calendriers patriotiques » et dressaient des listes d'émigrés pour encourager « l'esprit de retour ». Le 27 janvier, l'État expulsa les administrateurs provisoires et les fit remplacer par des « vicaires capitulaires » et des curés définitifs. Position canoniquement inattaquable, Samoré l'avoua à l'ambassadeur de Margerie en décembre 1956: ces « *“vicaires capitulaires”* », attachés au régime pour « au moins trois d'entre eux, tels que l'abbé Lagosz nommé à Wroclaw », furent « *“élus” par les consultants diocésains, qui étaient censés constituer le chapitre des districts considérés* ». Wyszynski dut donc se résigner le 2 février 1951, à « un geste inattendu », sa première visite au président de la République, consacrée à l'accord superbement ignoré, et signer le 18 un communiqué prônant l'obéissance aux administrateurs de l'Ouest dotés de sa « juridiction canonique ». Sa publication stoppa net la campagne de presse, mais déchaîna le Vatican, d'autant plus impuissant que le successeur de Hlond avait hérité de ses pouvoirs de nomination dans les territoires de l'Ouest. Il reprocha aussitôt au primat, preuve qu'il était « très informé des hommes et des choses » de Pologne alors qu'il prétendait depuis février avoir perdu tout contact avec elle, « d'avoir agi en bloc pour les cinq diocèses », dont deux administrateurs étaient convenables et les autres indignes. Tardini décréta à la mi-mars les nominations « irrégulières », contrevérité notoire : « *les Autorités romaines[,] conscientes [...] de l'extrême difficulté de la situation à laquelle avait à faire face Mgr Wyszynski,*

[...] *se sont abstenues de donner la moindre publicité à leur désapprobation* », canoniquement irrecevable (Samoré)¹⁸.

Mandé à Rome, Wyszynski, accompagné de Mgr Klepacz, évêque de Lodz, s'y heurta à dater du 3 avril 1951, dans « une série d'entretiens avec Mgr Tardini et Mgr Montini » et avec le pape les 9 et 27, à un mur allemand. L'alerte avait mobilisé « l'entourage de Mgr Frings » et le Bonn laïc, qui disaient craindre que si le Saint-Siège cédait sur l'Oder-Neisse, il n'en fit autant sur la Sarre. Montini rappela au primat de Pologne que le nonce en Allemagne Munch, héritier de toutes les attributions d'Orsenigo dans le Grand Reich, avait seul « juridiction sur les cinq diocèses polonais ». Resté à Rome jusqu'au 2 mai, l'ultramontain polonais, entouré d'un silence absolu, avala tout, notamment « l'adoption des mesures suivantes », pur paravent « polonais » (comme Hlond à Poznan de 1926 à 1939) d'une tutelle allemande intacte : héritier des pouvoirs de Hlond, il « désignerait quatre vicaires généraux, chargés de le suppléer à la tête [...] de Warmia, Grozow, Wroclaw et Opole. Il proposerait également le nom d'un coadjuteur pour suppléer à l'évêque de Dantzig » ; les cinq étant formellement titulaires – “in partibus”, ne pouvant pas même « ordonner un prêtre » –, « les principes demeureraient saufs. Les circonscriptions de 1945 resteraient des circonscriptions provisoires ». Wyszynski soumit à la Curie « avant son départ » la liste des hommes de confiance qui annulerait les choix gallicans de janvier. Le 30 juin 1951, le chancelier de la RFA Adenauer, retour de la conférence de Rome sur la CECA naissante, rayonnant de « l'égalité des droits » que lui rendait l'intégration européenne, conta à des intimes les bontés renouvelées de son vieil ami Pacelli : « Le Saint-Père m'a formellement promis que le *statu quo* sera maintenu aussi bien en Sarre que dans les territoires annexés à la Pologne. Il m'a affirmé qu'il ne prendra pas en considération les désirs du Ministre-Président Hoffmann au sujet de la création d'une Nonciature en Sarre et de la réorganisation des Diocèses de Trèves et de Spire. Il m'a fait une promesse identique en ce qui concerne les territoires au delà de la ligne Oder-Neisse ».

C'est donc une abdication nationale que Rome avait obtenue de Wyszynski, figé dans son « exécution [de] la dictature soviéto-communiste » et son espoir en « la puissance américaine » dont il n'appréciait pourtant guère « la civilisation » (Papée). Mais Varsovie opposa son « refus le plus catégorique » à une manœuvre niant l'existence de diocèses polonais et exigeant le retour des lieutenants du Reich : « les choses depuis lors sont donc restées en l'état », avec maintien des vicaires capitulaires de février 1951, « nonobstant l'ignorance systématique manifestée à leur égard par le Saint-Siège et la question des Terres de l'Ouest continuant de constituer un thème de prédilection pour la propagande communiste contre les Autorités romaines », résuma Samoré en 1956¹⁹. L'épiscopat – Sapieha en moins, mort en juillet 1951 et enterré dans la ferveur populaire – continua donc à compenser sa carence « sur le problème de la nomination d'ordinaires aux sièges épiscopaux des Terres récupérées » par la surenchère idéologique, les interviews à la presse américaine et l'exaltation des « aspirations pacifiques » du pape. Mais la lettre que Pie XII lui adressa en septembre 1951 pour louer « sa fermeté face aux persécutions », la foi polonaise intacte et le rôle de la Vierge contre l'impiété, allusion au triomphe anti-rouge de 1920, ne l'aida guère.

À l'automne 1951, la presse s'emplit des déclarations débridées du haut clergé allemand cautionnées par la Curie : le congrès de Bonn de septembre ou octobre des étudiants catholiques avait glorifié devant Munch et Frings « le réarmement allemand [...] le père Siemer aurait été même jusqu'à déclarer “satanique” quiconque engagerait les jeunes allemandes à se refuser à une nouvelle guerre de conquête, à un nouveau Drang nach Osten ». L'épiscopat polonais fut accusé de passivité face à la campagne « révisionniste » de Frings et de von Faulhaber, tandis que des mesures visaient l'enseignement religieux. L'efficacité de la méthode, attestée par la multiplication en novembre de déclarations de clercs, tel Mgr Lagosz à Wroclaw, contre le révisionnisme allemand, contraignit Wyszynski à la mi-décembre à une interview « sur les Terres de l'Ouest » au *Tygodnik Powsechny* : il s'y déclarait inquiet des « propagandes étrangères hostiles au rattachement à la Pologne des provinces de l'Ouest [...] Les dévastations commises par l'Allemagne durant la guerre appellent justice » ; le Saint-Siège, ajoutait-il, montre « la plus grande compréhension », et ses actes comptent plus « que les paroles ». Montini démentit peu après devant d'Ormesson cet optimisme public, ironisant sur sa thèse « légèrement tendancieuse » d'une « complaisance » vaticane pour les revendications polonaises : Rome « lui reconnaît bien volontiers la faculté d'user “de moyens de défense élastique” ». L'épiscopat, qui ordonnait aux fidèles de traiter tout prêtre interdit « en pestiféré, et [de] refuser son ministère », tenta de boycotter le congrès de Wroclaw du 12 décembre

contre le réarmement allemand (il compta cependant 300 prêtres sur 1 700 participants). Les archives « allemandes » firent donc leur apparition: la presse rappela à Mgr Kowalski, évêque de Chelmino (depuis mars 1946), particulièrement actif contre la présence de ses clercs au congrès, sa jeunesse et son service militaire sous tutelle prussienne, photo d'artilleur à l'appui²⁰.

Dans les premiers mois de 1952, les nouveaux vicaires capitulaires prêterent le serment de respecter la sécurité de la Pologne et l'intégrité de ses frontières. Fin mai, Wyszynski installa par décret, avec un retard de sept ans, le nouveau chapitre polonais de Wroclaw: l'ancien, allemand, avait déguerpi depuis 1945. Mais, tandis que « le nonce en Allemagne » Munch promettait monts et merveilles aux réfugiés allemands, la Curie (Dell'Acqua) s'opposa en juillet à la nomination de l'évêque de Wroclaw, dont Bonn ne voulait à aucun prix. Varsovie fit alors évacuer des couvents des terres nouvelles, en liquida les petits séminaires, et exhuma à nouveau des archives « allemandes », d'abord contre un prélat polonais « romain ». La presse publia en juillet une biographie de Mgr Kwiatowski, Polono-Lithuanien depuis 1917 au moins au service commun de Rome et du Reich (sous Hitler, du « département VI du *Reichssicherheitshauptamt* » de la SS), illustrée de documents, dont une lettre de Ratti, nonce à Varsovie [puis Pie XI], le remerciant pour ses informations de Russie, l'incitant à poursuivre et offrant de le défrayer, une de Pacelli dans les années trente et une de Maglione du 13 septembre 1941: ce « prélat du Saint-Siège » (titre que lui avait acquis sa « documentation anticommuniste »), fondateur et directeur en 1930 de l'« Institut scientifique de Recherches sur le communisme », gratifié de la Croix papale *Pro Ecclesia in Russia*, avait été accusé en 1937 par *La Polonia* de trahison au profit des Allemands. Part de Pologne en 1939, il avait passé la guerre entre Rome, Berlin et la France: « la Gestapo » l'y envoya « produire des films religieux antisoviétiques » pour le « Ministère de la Propagande du Reich » et organiser avec Mgr Beaussart (auxiliaire de l'archevêque de Paris Suhard) et d'autres clercs français des « conférences » anticommunistes pour le clergé, dont Beaussart lançait les invitations officielles. Chargé d'action contre la Pologne, Kwiatowski, « espion au service d'Adenauer comme jadis à celui de la Gestapo », vivait comme le chef des *Rat Lines*, l'Autrichien Hudal, au Vatican. L'évêque de Katowice Adamski, un des chefs de la croisade, vit en novembre 1952 évoquer sa soumission à l'occupant depuis septembre 1939, et l'État obtint son retrait: à la fin du mois, lui succéda l'abbé Filipa Bednorz, emprisonné pendant l'occupation (distinct de Mgr Bednorz, évêque auxiliaire de Katowice, coadjuteur d'Adamski)²¹.

Alors que le régime enregistrerait depuis septembre 1952 la tendance accentuée des clercs au ralliement – à des fins de pure infiltration, « sur ordre de la hiérarchie », selon l'ambassadeur à Varsovie Dennery –, Pie XII annonça fin novembre l'octroi de la pourpre à des symboles de l'Axe: Stepinac, second personnage de la Croatie oustachie derrière le *Poglavnik (Führer)* Ante Pavelitch, Feltin, archevêque de Paris, très compromis à Bordeaux pendant l'occupation par « ses nombreuses manifestations publiques et lettres pastorales » vichystes, et Wendel, archevêque de Munich (successeur de Faulhaber mort en juin 1952) et « coéditeur d'un livre belliciste sur “la tragédie silésienne” » (les expulsions de 1945-1946). Wyszynski voyait aussi par cet « acte politique » saluée son ardeur contre « une idéologie satanique asservissant le monde » (RP Dezza, ancien recteur de la Grégorienne, au consistoire privé du 12 janvier 1953)²². Le verrouillage qui suivit l'élection de Filipa Bednorz à Katowice entraîna l'arrestation (suivie de procès) des « inflexibles », le régime ayant reçu une aide précieuse en la parution (en novembre 1952) des souvenirs de Stanton Griffis: l'ancien ambassadeur américain à Varsovie il s'y posait en « messenger du Saint-Siège dont [il] transmettai[t] les lettres aux hauts dignitaires de l'Église », confirmant que son ambassade assurait ces contacts depuis 1945. Fin novembre, des arrestations de clercs touchèrent le haut lieu du catholicisme, Cracovie. Dennery apprit « de source ecclésiastique sûre » comment la police, après avoir pêché du menu fretin, avait reçu de clercs affolés le moyen de frapper plus haut. Ayant découvert chez un prêtre de Lisko (village proche de Cracovie) un émetteur radio « transmetta[n]t des informations à des services secrets américains », elle arrêta une trentaine de curés pour interrogatoire avant de les relâcher. L'un d'entre eux, opposant notoire, arrêté à la curie même de Cracovie, s'enfuit « pris de panique ». L'archevêché, le croyant arrêté, « protest[a] auprès de la police qui, intriguée par cette démarche, aurait perquisitionné à la Curie ». Elle y débusqua 35 700 dollars et d'autres devises, et 5 kilos de pièces d'or. « La plupart des congrégations polonaises seraient ainsi compromises. La police aurait en outre saisi des collections d'objets précieux confiés

à l'archevêché par la famille du cardinal Sapieha » (Papée confirma le 12 décembre à d'Ormesson que le clergé « conserv[ait] certains biens appartenant à des émigrés »)²³.

La hiérarchie se savait si menacée par ce dossier qu'elle tenta début janvier 1953 d'esquiver l'orage par un éditorial du *Tygodnik Powsechny* qui fustigeait, pour « la première fois », une « propagande étrangère » menée contre l'État via l'Église et les services de renseignement anglo-saxons. Citant deux chefs du mouvement clandestin WIN, qui venaient avec plusieurs de leurs pairs d'avouer qu'ils travaillaient pour Washington, l'organe de la Curie de Cracovie stigmatisait « la décomposition totale de la clandestinité polonaise ». Peine perdue. L'État avait décidé, pour remplacer les réfractaires par jureurs, de s'appuyer sur un grand procès, ouvert le 23 janvier à Cracovie. Exposant par le menu les liens du tandem Washington-Vatican avec la curie cracovienne, il comportait des « caractères nouveaux », « condamnation de l'enseignement religieux » et « attaques contre le haut clergé ». « Procès posthume » de Sapieha, mort vénéré, il adressait un « avertissement aux ennemis du régime », Cracovie se posant, comme Kielce, Siedlce et Rzeszow, en fief de l'opposition « réactionnaire ». Dennery ricana sur « l'amas touffu de griefs de toute sorte qui ont été faits aux accusés », mais admit que « les aveux précis, circonstanciés des accusés » étaient étayés par les « pièces à conviction ». De ce festival de littérature d'espionnage, avéré par des sources ecclésiastiques, il ressortait que l'archevêché, pas plus résistant que les autres, s'était mué en 1945 en « centre de trafic de devises, de marché noir, de recel » : revenait comme une litanie le nom de Sapieha, qui avait depuis le décret réglementant la détention des devises caché des dollars dans ses caves, comme ses successeurs (Baziak et Rospond); il entretenait « des contacts suivis avec certains services de renseignement américains », via des « émigrés polonais ». L'abbé Lelito, principal accusé, émissaire du centre d'espionnage de Berg, près de Munich, avait comme ses homologues fait servir la religion à tout : confession en vue de renseignement, usage des bréviaires « pour transmettre des plans d'établissements militaires ou de centres stratégiques », des autels pour cacher les armes destinées à la « Résistance » (Mgr Baziak en avait donné l'ordre écrit), etc. Le lourd dossier freina selon d'Ormesson les fulminations romaines et émut le clergé : « un prêtre polonais, dont la loyauté à l'épiscopat et l'hostilité au régime ne peuvent être mis en doute », rapporta Dennery le 30 janvier 1953, « a confié à l'un de mes collaborateurs qu'il était navrant de voir la légèreté avec laquelle les Américains prenaient contact avec les religieux et les compromettaient pour des résultats insignifiants et qui auraient pu être recueillis par des procédés moins dangereux. Il se déclarait persuadé, comme ceux de ses collègues qu'il fréquentait, que la responsabilité des Américains était grande dans les malheurs qui s'étaient abattus sur la Curie de Cracovie »²⁴.

En février 1953, aidé d'une campagne de presse sur l'hommage rendu par *Das Echo der Zeit*, journal catholique de Cologne, au combat de Wyszynski contre la frontière Oder-Neisse et à son respect du « point de vue du Vatican », Varsovie franchit « une étape importante dans l'évolution des relations entre l'Église et l'État » : codifiant la pratique, un décret du Conseil d'État réserva les fonctions ecclésiastiques aux « citoyens polonais », donna à l'État droit de regard sur les nominations et investitures, exigea le « vœu de loyauté à la République populaire de Pologne » et frappa d'éviction les clercs en infraction. L'*Osservatore* tonna contre cette « Constitution civile du clergé » digne de la France de 1791. Wyszynski, se couvrant par une déclaration, le 10 mars, dans *Tygodnik Powsechny*, sur l'intangibilité des frontières polonaises, brandit l'excommunication contre tout adepte du compromis. Poussé au « raidissement » par le Saint-Siège qui avait ordonné le refus de « serment à l'État communiste », il multiplia en avril les sermons sur un « ton véhément » contre l'URSS même, visée derrière le Reich hitlérien : « ainsi les nations qui vivent aux dépens de leurs voisines sont condamnées tôt ou tard à périr » ; « c'est un crime que d'exporter au loin un produit dont on a un besoin urgent ici », etc. ; et il attaqua de front le régime, son « "orgie" de production, de surproduction ». Le 2 mai, sa lettre pastorale de 37 pages voua aux gémonies le marxisme, idéologie de haine et de division sociale, et surtout le décret. Le 8 mai, il envoya à Bierut un message imputant à l'État « le sort particulièrement pénible de l'Église dans les Territoires de l'Ouest », ce qui « équiva[il]ait à une dénonciation de l'accord du 14 avril 1950 » (Thiollier). Le 6 juin, son sermon de la Fête-Dieu souleva à Varsovie « une émotion [...] considérable » : « nous ne permettrons jamais qu[e le prêtre] devienne fonctionnaire » ; revendiquant sa dépendance romaine exclusive, il affirma « qu'il n'était pas insensible [aux] larmes [des fidèles] mais que s'il le fallait, il n'épargnerait ni leurs larmes ni leur sang ». Le Vatican, qui dénonçait sans trêve le principe d'un

clergé fonctionnaire « au service de l'athéisme communiste » et la prestation de serment à « l'État communiste », avait en effet résolu, résuma d'Ormesson le 3 juillet, de mettre les catholiques polonais sur « la voie du martyr ». Audace *allemande* telle que le Quai d'Orsay donna dès le discours du 6 juin son aval à la mission Vaussard (des « Semaines sociales de France ») de « catholiques progressistes français » invités par leurs homologues polonais. Début juillet, Wyszynski refusa de les recevoir²⁵.

L'État attendit pour sa part la fin juillet pour dénoncer via la presse l'« allocution subversive » de la Fête-Dieu. La diplomatie française, presque unanime, soulignait cependant sa volonté d'apaisement, manifestée lors d'une nouvelle tentative de négociation²⁶. Pie XII tenta de la briser en adressant à Wyszynski début août une longue lettre vitupérant les « contraintes impies » et appelant l'épiscopat polonais au « martyr » : « rejetant toute crainte, persévérez dans la bataille du Seigneur ». Mgr Frings poussa en septembre l'audace jusqu'à ériger le Polonais ultramontain, « représentant ardent et hardi du point de vue de l'Église sur la question des territoires de l'Ouest », en avocat du Reich vaincu. Imperturbable, Varsovie négocia avec les prélats qui y consentaient et, tout en libérant Splett (vers la mi-août), prépara le procès de l'évêque de Kielce, chef de file de la « Collaboration », et d'autres clercs. Il s'ouvrit à la mi-septembre 1953. Tandis que *l'Osservatore Romano* fustigeait quotidiennement les bolcheviques polonais, Kaczmarek fit « des “aveux” complets [mettant...] en cause plus ou moins directement [...] les chefs successifs de la hiérarchie ecclésiastique polonaise » et Rome (riche source sur la Pologne occupée, Pie XII et Orsenigo). Le 23 septembre, le verdict d'emprisonnement, « trop sévère » pour des innocents, « étrangement indulgent si la haute trahison est prouvée », lança « un dernier avertissement » au primat²⁷.

En vain. Wyszynski fut donc arrêté le 25 septembre 1953, alors que l'Église et l'État concluaient « un accord de raison » (*Le Monde* du 1^{er} novembre). La presse allemande, citée par Armand Bérard, adjoint de François-Poncet à Bonn, en imputa la décision à Moscou, tout en exposant les enjeux polonais : « La question de la ligne Oder-Neisse est à l'origine de la disgrâce du Cardinal Wyszynski. Elle en est la véritable cause. Le Cardinal s'est abstenu de protester officiellement contre les tendances révisionnistes des évêques allemands et du Vatican. Les autorités soviétiques ne le lui ont pas pardonné et se sont juré de le perdre ». Le Quai d'Orsay n'en participa pas moins au chœur « occidental » dirigé par Washington et Rome, qui brandit à nouveau dès le 30 septembre l'excommunication contre l'Est. Mais il montra son embarras en repoussant la demande de Samoré de soumettre la question à l'ONU : Hoppenot, en poste à New York, argua, malgré « l'odieux des persécutions » religieuses en Europe de l'Est, de l'impuissance française face à l'article 2 paragraphe 7 de la Charte interdisant l'ingérence intérieure, règle dont la négligence générait la France vu sa propre situation en Afrique du Nord. Plus franc, le lecteur d'un télégramme du 3 octobre en provenance de Vienne commenta ainsi la protestation officielle que l'inamovible cardinal-archevêque de Vienne, le nazi sudète Innitzer, ancien chef de l'Anschluss et de la conquête des Sudètes, avait osé signer « au nom de l'épiscopat d'Autriche contre les persécutions de l'État communiste » : « il eût mieux fait de se taire ». Bidault, incapable de résister aux sirènes anti-bolcheviques, prescrivit à la mi-octobre à Hoppenot un tortueux retranchement tactique derrière le Vatican, auquel on proposerait, pour éviter à Paris tout problème de procédure, d'envoyer une lettre de protestation au Secrétaire général de l'ONU. Londres, moins hypocrite, mit son veto contre une protestation auprès de l'ONU du Vatican qui, se rappelant qu'il n'en était pas membre, lâcha pied le 23 octobre²⁸. Paris, soulagé, ne l'en flagorna pas moins, entretenant les cris de la presse contre les persécuteurs athées de l'héroïque catholicisme polonais²⁹.

CONJONCTURE CHANGEANTE ET ROUTINE DES FRONTIÈRES, 1953-1958

DE LA STABILISATION POLITIQUE...

Depuis la fin septembre 1953, la rénovation du clergé s'amplifiait, avec l'appui ou la neutralité d'une fraction de l'épiscopat traditionnel: Choromanski, Klepacz, nouveau président de l'épiscopat, et Zakrzewski, évêque de Plock. Le feuilleton vatican des faveurs au Reich entretint

l'élan, « mett[ant] une fois de plus l'épiscopat polonais dans l'embarras, pour le plus grand bien des "progressistes" ». On apprit début décembre 1953 que la prélatrice *nullius* (sous dépendance romaine directe) de Pila (ex-Schneidemühl), incluse par la Pologne en 1945 dans le diocèse de Gorzow mais laissée à l'ancien suffragant de l'archevêque de Breslau, alors décédé, resterait allemande : Bonn et son épiscopat avaient obtenu du pape la nomination, « uniquement politique », de l'abbé Ludwig Polzin, résidant à Berlin-Ouest. Grave provocation, comme le rappela le 2 novembre 1955 l'ambassadeur à Varsovie de Leusse, que de « nommer dix ans après la guerre un évêque allemand à la tête d'un diocèse situé en plein cœur de la Pologne, à 250 km de la nouvelle frontière, évêque qui siège quelque part en Allemagne occidentale »; comme de « continuer à reconnaître un ambassadeur [Papée] qui ne représente plus que lui-même », en « heurt[ant] de front un sentiment national aussi profond que naturel ». Devant l'indignation polonaise, Tardini renoua à la mi-décembre 1953 avec la hargne de décembre 1920 de Gasparri: « ces évêques polonais sont d'un nationalisme dont rien ne peut donner l'idée. Dès qu'il s'agit d'Allemagne, ils prennent feu... Il faudrait les calmer. Mais on calme difficilement de grands malades et il faut les considérer, du fait de la lente torture quotidienne dans laquelle ils vivent, comme de grands malades ». Simultanément eut lieu la cérémonie d'intronisation des nouveaux prélats. Dans la prestation de serment lue par Choromanski figurait la formule : « les terres occidentales sont rendues à la patrie ». Les alliés de raison avaient le droit canonique pour eux: on avait trouvé dans les papiers de Wyszynski un acte romain octroyant s'il était empêché des pouvoirs exceptionnels à son successeur, dont celui de nomination épiscopale. Ces pouvoirs étaient *ipso facto* dévolus à son successeur, Klepacz, que l'État nomma « président de l'épiscopat » sur une liste de deux noms établie par ses pairs. Rome confirma bientôt que les sept voïvodies de l'ouest et du nord « appart[enaient] à l'Allemagne » : « l'Annuaire Pontifical » de 1954 mentionnait les « quatre diocèses » de Breslau, de « Warnie, Ermland », de Dantzig, « plac[é] sous la rubrique de l'État de Danzica », et de Schneidemühl, sans même « donne[r...] les noms [de leurs] administrateurs » polonais³⁰.

Varsovie paracheva son œuvre par une mesure contre les couvents germaniques, déjà prise par d'autres démocraties populaires, plus tôt (1948-1950) et plus radicalement. Ne furent ici frappées que les sœurs : « aucun couvent de religieux n'a été inquiété », confirma le consul à Cracovie Alain Peyrefitte le 12 janvier 1955. Pivot « après la guerre [de] la résistance au régime » communiste et du renseignement « occidental », ils avaient gagné en influence, les paroisses des 1 300 curés morts ayant été en 1945 « confiées à des congrégations et rattachées à un couvent » (jésuites, dominicains, franciscains et bénédictins surtout). L'État dispersa en août 1954 « environ 2 000 » religieuses allemandes (chiffre de la Secrétairerie d'État) de Haute-Silésie (voïvodies de Wroclaw et Opola) et de Cracovie, soit quatre ans après la dispersion à travers la Tchécoslovaquie des congrégations de femmes non charitables de « l'ancien territoire des Sudètes », autorisées à la vie communautaire sous obligation de travail salarié dans les usines textiles. L'opération fut décidée après le « refus catégorique » d'une offre de travail salarié de couture par les supérieures du diocèse de Cracovie, « bastion de la résistance passive au régime ». La police, précisa en novembre le directeur politique des Affaires étrangères Krajewski à de Leusse, a découvert « des dépôts d'armes dans certains couvents qui servaient de lieu de réunion à des groupements clandestins nazis »³¹. La grande presse française traita du dossier peu après que Rome eut, début octobre 1954, déploré l'indifférence des Français, même catholiques, aux horreurs communistes : à la récente conférence de presse « sur le sort tragique du cardinal Wyszynski » convoquée à Paris par une mission catholique polonaise et la revue *Polska Wierna*, sur 30 journalistes invités, 4 étaient venus, dont « un seul » de la presse catholique. *Match* titra aussitôt sur « les déportations massives de religieuses vers la Sibérie » et *La Croix* sur « les fermetures définitives de couvents ». Le 18 octobre, Alain Peyrefitte, démentant ces articles qui « relev[ant] de l'imagination », réduisit ce « rude coup [porté] à des congrégations [...] jusque là paradoxalement épargnées » à une « permutation [...] simple [ou] triangulaire » : Varsovie avait choisi les couvents de Cracovie « pour héberger des sœurs de Haute-Silésie, expulsées de leurs propres monastères », à deux fins: arracher à « leur région d'origine de[s] religieuses allemandes qui constituaient un véritable noyau inassimilable » et affaiblir le fief de Cracovie en exploitant les haines entre Polonaises et Allemandes et l'intégration par le travail (certaines communautés désiraient travailler ou demandaient « à être relevées de leurs vœux »). À la même époque fut mis en place le centre censé former des clercs loyalistes, qu'on rêvait de soustraire aux séminaires foyers de guerre civile: le 20

novembre 1954 fut inaugurée à Varsovie l'Académie de Théologie catholique de Bielany, confiée à l'abbé Jan Czuj, progressiste « convaincu et actif ». De Leusse apprit début décembre que la hiérarchie y avait mandaté des prêtres très anti-progressistes : pour « s'opposer par tous les moyens à la mainmise de l'État sur l'enseignement religieux supérieur », elle jugeait « efficace [de] faire pénétrer dans la place et avant qu'il ne soit trop tard des éléments sûrs ». Et surtout, une « véritable faculté théologique clandestine » relayait à Cracovie celle qui y avait été, comme celle de Varsovie, supprimée « en octobre 1954 »³².

Mais le camp clérical avait vu « sa cohésion s'affaiblir et dans une certaine mesure sa combativité décroître » (André Roger). Débarrassés du harcelant Wyszynski, qui « incitait à la fermeté l'ensemble du clergé, (...), beaucoup de prêtres tendent à s'en tenir à la lettre de leur tâche pastorale et cessent par là même d'aider à la résistance spirituelle de leurs paroissiens ». « La trêve actuelle, qui dure depuis plus d'un an, peut agir comme un dissolvant des énergies » : les progressistes gagnaient des positions et venaient (on l'avait annoncé le 23 novembre 1954) « de créer au sein de leur organisation six “sections” spéciales destinées expressément à lutter contre les tendances traditionalistes des croyants ». L'État, rassuré sur la solidité de son accord anti-allemand avec l'Église, se montra conciliant : en octobre ou novembre, Splett fut « libéré », mais interdit de diocèse de Gdansk et « dirigé sur la République démocratique d'Allemagne »; d'autres prélats et prêtres polonais suivirent en janvier-février 1955, à Cracovie, à Chelmo (le vicaire apostolique Kowalski), à Kielce (Kaczmarek). La tactique des « grands transferts de couvents » de femmes portait ses fruits. 500 petits établissements, peuplés surtout de sœurs hospitalières ou charitables, tourières ou converses, avaient été fermés, et les sœurs « concentrées en trois grandes communautés », à Wielicka (près de Cracovie), Gologon (dans la voïvodie d'Opole-Oppele) et en Posnanie : « organisées en ateliers d'État » où elles étaient employées « sous la direction de contremaîtres laïques, à des travaux utilitaires divers (tissage, tricotage, vannerie, confection de pantalons pour la troupe, etc.) », elles étaient « rétribuées très convenablement », de 500 à 1200 zlotys selon « leur rendement ». Outre le travail, qui les détachait de la hiérarchie, les « graves dissensions » entre Allemandes et Polonaises donnaient de l'air au gouvernement. Lequel continuait en vain, début mars, comme il l'avait fait « à plusieurs reprises », à offrir à Wyszynski sa libération contre son non-retour à Varsovie : à la demande de « fixer sa résidence en province ou à Rome », il opposait le droit exclusif du pape sur son siège³³.

Au tournant de 1954, le Vatican avait donc subi un échec, le compromis État-Église réduisant à peu de chose, à *court terme*, les plans allemands. Au printemps 1955, les catholiques français en séjour en Pologne – manifestation du rapprochement entre « progressistes » suscité par le réarmement allemand officiel – portèrent un jugement impitoyable, qui dispense l'historien de commentaires. L'abbé Desmettre, professeur au grand séminaire de Lille, membre du CNRS et aumônier des Polonais dans le Nord-Pas-de-Calais, après un séjour de « plusieurs semaines » dans la région de Cracovie, s'avoua en avril à Alain Peyrefitte « profondément déçu par le niveau intellectuel du clergé polonais. L'information théologique est nulle », l'« âpreté au gain » exceptionnelle : étant donné l'énormité des tarifs des messes commandées, des enterrements (un demi-mois de salaire ouvrier), etc., « il s'étonne que la propagande anti-religieuse n'exploite pas davantage cette veine ». « La foi du peuple polonais rampe elle aussi au niveau des coutumes et des rites »; son « contenu intellectuel [...] paraît nul » : « la meilleure preuve » en est que, transférés hors de Pologne, les Polonais « perdent [...] automatiquement leur foi, et cessent toute pratique ». Il s'est ici creusé, comme naguère entre « nos prêtres “jureurs” [et nos] prêtres “réfractaires” [, ...] un fossé infranchissable entre [...] les quelques prêtres patriotes qui font ouvertement le jeu du gouvernement, et [...] la masse du clergé polonais attaché à ses traditions et aussi à son intégrisme ». L'Église polonaise n'a en effet ressenti si durement le pouvoir communiste que parce qu'elle occupait avant guerre la position de « l'Église espagnole. Il n'est pas loin de penser que les secousses qu'elle subit lui font le plus grand bien, et il ne faudrait pas le pousser beaucoup pour lui faire dire qu'elle n'a que ce qu'elle mérite. [II] estime [...] que ce qu'on appelle la “persécution” de l'Église polonaise n'est en fait – sauf des cas particuliers de relations suivies avec l'Amérique, où le trafic des devises jouerait un rôle nullement imaginaire – qu'une contrainte un peu rude, beaucoup moins rude cependant que celle qu'a connue l'Église française à l'époque du combisme. Un clergé plus souple, plus dynamique, mieux entraîné à sa séparation d'avec l'État, moins matérialiste et plus préoccupé du spirituel, souffrirait moins de cet état de chose ». L'abbé Desmettre « ne peut

s'empêcher de regretter l'intransigeance dont a toujours fait preuve le Vatican » contre la Pologne: « si le clergé polonais dans son ensemble n'était pas paralysé par la crainte d'encourir les foudres de Rome, il aurait plus de chance de s'adapter et de tirer le meilleur parti possible de la situation. Le fossé entre les “collaborateurs”, qui font figure de traîtres à l'Église, et les “anti-collaborateurs”, qui risquent de se voir progressivement éliminés, n'existerait pas »; « l'Église polonaise pourrait sans doute s'intégrer dans un contexte qu'il serait vain de nier, et tirer les leçons d'un changement de régime sur lequel il est trop tard pour épiloguer. Les territoires recouverts, dont il faut bien, malgré qu'on en ait, reconnaître qu'ils font partie de la Pologne nouvelle, auraient à leur tête une hiérarchie »; l'Église ne courrait alors aucun risque de persécution. Mais Desmettre « ne se fait aucune illusion sur les possibilités d'une évolution du Vatican vers moins de raideur »: il va rapporter à Mgr Liénart (cardinal archevêque de Lille), « mais », la France ayant un poids nul à Rome, « il m'assure qu'une démarche d'un haut dignitaire de l'Église de France ne ferait qu'aggraver la suspicion dont celle-ci est honorée dans l'entourage du Saint-Père ». « À l'en croire, l'intransigeance romaine ne laisse pas, à la longue, d'autre possibilité que le schisme ou le grignotement progressif ». Le pouvoir communiste, qui excelle en la matière, pourrait donc parvenir en « une génération, à briser le cadre traditionnel de la foi polonaise; et on peut faire bon marché de cette foi si son cadre est brisé ». Les groupes d'intellectuels catholiques progressistes français respectivement invités par le mouvement polonais *Pax* en avril puis en novembre 1955 et Peyrefitte partageaient cet avis: « bas clergé [...] “réactionnaire” et attardé [...], arriéré et d'un niveau très faible »; « inculture générale, et même ignorance théologique, médiocrité, cupidité, désintérêt pour toutes choses des séminaristes “au regard bovin” »; « privilèges comparables à ceux du clergé en France dans l'Ancien Régime, ou de l'Église espagnole contemporaine » et « tendance à nommer “persécution” la simple limite de ces privilèges », pourtant fixée ici « très en deçà de celle qu'a connue l'Église de France à l'époque du combisme »³⁴.

La vindicte pontificale frappait alors les « catholiques progressistes » polonais de *Pax* déchirés entre leur ultramontanisme et ce qui tendait à le rompre: la lente laïcisation, à nouveau freinée par la « trêve » intervenue depuis l'automne 1953, et surtout le ciment des « territoires de l'Ouest ». Ils subirent en juin 1955, comme leurs homologues français « de la “Quinzaine” », les foudres du Saint-Office: ainsi serait « dissip[ée] définitivement », pavoisa Samoré devant le compréhensif Brouillet, « la confusion intellectuelle que “les progressistes” ont introduite dans le camp catholique des deux côtés du rideau de fer ». L'interdit sur leurs publications sanctionnait en fait le « récent mémorandum [de] prêtres patriotes » contestant le refus de nommer une hiérarchie polonaise « dans les territoires recouverts »: il avait « vivement irrité les milieux ecclésiastiques allemands, fort influents, comme chacun sait, dans l'entourage du Saint-Père... ». Cette nouvelle agression – la Curie rêvait rien moins que d'ouvrir en Pologne une crise de la gravité de celles provoquées en France par ses condamnations du Sillon et de l'*Action française* (comparaison de Peyrefitte le 11 juillet) – fit parler quelques clercs polonais, interrogés par le *Messaggero* des 27 et 28 août. Parmi eux, le curé progressiste de Sainte-Anne (dans l'ancien ghetto de Varsovie), aussitôt traité par le chargé des basses œuvres de l'*Osservatore*, Alessandrini, de « faux témoin », décrivit Wyszynski, son ancien évêque, comme un « mystique, fanatique et têtu », tuberculeux depuis sa jeunesse (l'Occident accusait les conditions de détention communistes de lui avoir fait contracter la maladie), et trancha: « il aurait été un excellent moine du Moyen Âge, bon pour l'Inquisition », mais il était, à la différence de Klepacz, totalement dépourvu de sens politique; l'origine des malheurs polonais était simple: « le Saint-Siège est loin de nous et le peuple en souffre. On préfère l'Allemagne à la Pologne », on ne reconnaît pas nos frontières; « le malaise est très diffus et les pauvres évêques doivent s'époumoner à expliquer que le Vatican attend la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne ». Le Vatican « a l'apparence d'être plus anti-polonais qu'anti-progressiste », résuma sobrement l'écrivain Graham Greene en novembre, après un voyage en Pologne, où il avait « été vivement impressionné par les vestiges du camp d'extermination d'Auschwitz, que les Polonais ont mis autant de soin à conserver que les Allemands en ont mis à défigurer ceux qui se trouvaient sur leur territoire »³⁵.

... AU TRIOMPHE CATHOLIQUE

Le mécontentement économique, qui tendait à croître depuis 1955, assura en 1956 le succès populaire record de l'après-guerre aux pèlerinages estivaux (dont Czestochowa) et autres fêtes catholiques. Conjugué à la longue « trêve » rétablissant l'hégémonie cléricale, il redonna audace à la hiérarchie. Varsovie s'en inquiéta: Kaczmarek, qui « faisait de nombreux voyages en province où il prêchait assez souvent » (autrement dit soulevait les campagnes), prétendait revenir à la tête de son diocèse et avait reçu fin de 1955 l'ordre « de ne plus quitter Varsovie et de ne plus faire de sermons », fut à nouveau arrêté début février 1956. La conjoncture générale et intérieure plaçait alors le régime sur la défensive: le confirma sa campagne contre le refus de liberté de conscience par l'Église polonaise, déclenchée depuis mai, à la réception par le chef du gouvernement, Cyrankiewicz, d'une délégation parlementaire française. On put bientôt juger de la validité des exposés sur la « “terreur catholique” en Pologne », l'interdit jeté contre la « liberté de pensée » et l'hégémonie que conférait à l'Église l'enseignement religieux « obligatoire dans les écoles » : « les émeutes de Poznan » débridèrent fin juin 1956, face à un pouvoir désarçonné, les revendications catholiques. La correspondance française décrit par le menu, avec la désapprobation ou l'indignation contenue de ressortissants d'une nation laïque, des pratiques d'Inquisition qui furent portées à leur comble par « la petite révolution d'octobre » 1956: c'est à dire la libération de Wyszynski, rentré à Varsovie, suivie de celle des cinq évêques encore en prison, Adamski, de Katowice, « porté en triomphe » par ses ouailles, son coadjuteur Bednorz et son auxiliaire et vicaire général Bieniek, Baraniak, auxiliaire de Wyszynski pour le diocèse de Gniezno, et Bernacki, son vicaire général. Le régime vacilla sur ses bases, avec la déroute des progressistes de *Pax* accusés de passé stalinien et le retour de ceux qu'ils avaient remplacés, avec en particulier « la restitution de Tygodnik Powszechny à ses anciens dirigeants »³⁶.

Tout se conjugua pour rendre la Pologne catholique à son « esprit de croisade ». On enregistra « un renouveau sensible de l'antisémitisme », fruit d'« une campagne délibérée des adversaires du régime pour discriminer certains dirigeants et entretenir dans la population un élément d'agitation ». Le conflit scolaire fut porté à son acmé dans un pays communiste où la laïcité était demeurée embryonnaire. Dans le « fanatisme religieux » et « le *complexe de supériorité* [l]es catholiques » surenchérirent sur « l'agressivité dont ils ont fait preuve, aux pires époques de la dictature stalinienne, à l'égard de la minorité incroyante ». L'obligation de « l'enseignement religieux dans les écoles » rétablie en droit par le décret du 8 décembre 1956, sur la base d'un volontariat présumé, paralysa les laïques. Fruit d'énormes pressions cléricales sur « parents et enfants auxquelles peu de familles auraient le courage de résister » (« propagande intense [...] collectes impératives de signatures »), cette mesure mit le corps enseignant en péril: « les instituteurs athées » furent « dans diverses localités » victimes de « brimades [...] ». Les parents exigeraient leur départ et se livreraient même sur eux à des voies de fait ». On recensait dès janvier 1957 de nombreux cas de déplacement et mise « en disponibilité sans traitement ». Les enfants d'incroyants furent avec la bénédiction et l'encouragement des clercs traités en parias, « surtout à la campagne »: la masse de leurs condisciples catholiques les frappait d'ostracisme, considérant qu'ils avaient « quelque chose de commun avec le diable »; tel enfant avait été battu « pour “extirper le démon qui le possède” ». Le bilan de ce terrorisme clérical – là où il n'avait *jamais* existé de terrorisme anticlérical – est interminable, comme les tableaux périodiquement dressés par les diplomates français de ce curieux pays communiste où l'Église dictait sa loi à la société civile. Les hurlements contre l'avortement, la laïcité et les communistes avérés ou présumés incitaient les Polonais les plus arriérés aux voies de fait: « on a connu par exemple des paysannes excitées qui essayaient de lapider une jeune fille soupçonnée d'avortement, des campagnes de lettres anonymes contre un directeur d'école qui refusait de laisser accrocher un crucifix dans son établissement, et malheureusement aussi des curés de campagne qui du haut de leur chaire vouaient les incroyants à la potence ». L'arrogance ne connut plus de bornes dans une Église plus puissante que jamais, comme l'établit la statistique de 1957, comparée à celle (entre parenthèses) de 1937: 6 484 paroisses (5 170), 10 912 prêtres (9 731), 3 802 séminaristes (3 456); 5 303 moines (6 430) – seul chiffre en décreue – et 21 687 religieuses (16 800) pour «46 ordres», dont 11 originaires de Pologne, jésuites en tête, puis franciscains, carmélites, salésiens, missionnaires, oblats, pallotins et capucins, et 51 *congrégations* de sœurs, de la Charité, servantes de Marie, franciscaines, élisabéthaines, de la

Félicité, et nazaréennes. Prétendant récupérer toutes les positions perdues, l'épiscopat afficha aussi, avec sa demande de reprise en mains de *Caritas*, ses liens financiers avec Washington et « le Cardinal Spellman » qui alimentaient des « œuvres » peu caritatives, ainsi décrites par l'ambassadeur à Varsovie de Carbonnel en février 1958 : il se passe d'autant mieux de *Caritas* qu'il « est en contact direct avec *les mécènes de l'étranger*, ce qui rend inutile » ce truchement; d'énormes dons sont adressés par « les catholiques américains [...] au Primat », et Mgr Pekala « a passé deux mois aux États-Unis » pour les stimuler encore. Wyszynski vient d'annoncer « *que l'épiscopat américain, par l'intermédiaire des "Catholic Relief Services", lui a adressé à la fin de l'année dernière des dons pour une valeur de "plusieurs douzaines de millions de dollars"* ». L'Église exigeait le transport gratuit dans tout le pays (aux frais de l'État) des énormes dons en nature arrivés à Gdynia le 15 décembre et répartis par « *une commission nommée par Wyszynski et présidée par l'évêque de Gdansk entre les curés et dans les paroisses* ». L'Amérique avait délégué « un prêtre américain d'origine polonaise, l'abbé Synowl, [qui] *s'est établi à Varsovie avec l'accord des autorités pour surveiller la distribution des dons offerts par son pays* »³⁷.

Cette « Trêve de Dieu » avait certes « de quoi faire penser que la voie polonaise vers le socialisme tend à rien moins qu'à la reconstitution de l'«*antemurale christianitatis*» » (formule de la *Gazeta Krakowska* des 23-24 février 1957). Son autre signification relevait de la routine historique. La Curie exultait depuis l'automne 1956, pensant le fruit presque mûr pour le Reich: si Wyszynski « parvient à rétablir la hiérarchie ecclésiastique et à *éliminer les catholiques progressistes sans provoquer de contrecoup*, cela entraînera d'ailleurs indirectement de grandes conséquences, car tous les éléments d'opposition au communisme et aux Soviets s'en trouveront renforcés », plastronna Dell'Acqua, substitut de la Secrétairerie d'État le 22 novembre 1956. De son allègre discours, Margerie déduisit 1° qu'il reproduisait « les propos de l'Ambassadeur d'Allemagne, ancien préfet de Breslau et fils d'un maire de la ville, qui se berce de l'espoir d'une réconciliation germano-polonaise à la faveur de laquelle sa patrie redeviendrait allemande » (Dell'Acqua « s'est fait l'écho de bruits suivant lesquels certains milieux de l'émigration polonaise affirmeraient la possibilité de reconnaître la frontière de l'Oder-Neisse à condition que les millions d'Allemands qui ont quitté les provinces de l'Est puissent y retourner »); 2° que Rome et Bonn élaboraient ensemble la tactique apte à masquer, en cette nouvelle ère locarnienne, les enjeux de ce que Dell'Acqua qualifiait d'unique « terrain de rencontre entre » Pologne et URSS, « le spectre de la *revanche allemande* ou tout au moins de revendications prochaines sur les territoires situés à l'Est de l'Oder-Neisse »: selon lui, « le Gouvernement de Bonn paraît avoir heureusement compris qu'il ne devait donner sur ce point aucun aliment à la propagande soviétique. Il pense également que le Cardinal Wyszynski devra se garder de faire le jeu des Russes en succombant à la tentation de confondre catholiques et nationalistes dans l'espoir fallacieux d'avancer les affaires de l'Église: *cela aboutirait inmanquablement à rejeter la Pologne dans les bras de l'URSS* ». La période suivante confirma la poursuite de cette collaboration. Entre autres (la liste des courriers similaires est longue), le conseiller d'ambassade de la RFA auprès du Vatican Rudolf Salat avoua cyniquement à l'ambassadeur français Roland de Margerie, le 1er juin 1957, que Bonn mettait au point avec la Curie la meilleure ligne pour endormir les Polonais et séparer leur char territorial de celui de l'URSS. On visait « *une normalisation des rapports entre l'Allemagne et la Pologne* » qui entraînerait « *d'éventuelles initiatives* » concertées : « *ce sont les Autorités Romaines elles-mêmes qui nous ont donné et nous donnent le conseil de ne pas aller trop vite*. Évoquant le défaut de mesure qui est l'une des tentations du tempérament polonais, elles nous ont rendus attentifs à l'opportunité de ne pas précipiter notre démarche dans la voie d'un effort de rapprochement avec Varsovie. *Nantis d'assurances du côté de l'Ouest, les Polonais pourraient être enclins à se départir de la prudence et des ménagements dont il convient qu'ils continuent à faire preuve du côté de l'Est, s'ils veulent persévérer sur les chemins de la liberté et ne pas exposer leur pays au sort de la Hongrie* ».

Rien n'avait changé, malgré ce que l'Église assurait aux masses polonaises depuis la fin de 1956: que Rome avait « nommé » comme *La Croix* l'annonça le 31 octobre, « trois évêques polonais dans les anciens territoires allemands », Kominek, Bensch et Nowicki, « administrateurs apostoliques de Wroclaw, Gdansk et Gorzow ». La presse polonaise porta le chiffre à cinq début décembre 1956: « *l'opinion publique [...] y voit déjà une nouvelle garantie du caractère polonais des terres recouvrées* ». Faux « *succès moral incontestable pour l'Église de Pologne* » : Bonn clamait que les prétendus promus « n'étaient pas des «*ordinaires*», ce que prouvait, au surplus, le fait

que leur nomination n'avait pas été, contrairement à l'usage, publiée dans l'«*Osservatore Romano*». Il s'agissait bien plutôt de la réinstallation d'anciens vicaires généraux, écartés pendant l'ère staliniste, soit depuis 1953. L'*Auswärtiges Amt* [le ministère des Affaires étrangères] ne considérait pas que la position du Vatican à l'égard de la question de l'Oder-Neisse se fût en rien modifiée »; et il se référait toujours au «*concordat de 1933 [...] seul traité qui continuât à s'appliquer à l'intégralité du territoire allemand compris dans les frontières de 1937* ». Il avait raison, Samoré le confirma le 6 décembre 1956 (et de Carbonnel au Quai le 9). C'est la seule vraie raison pour laquelle la Curie différa pendant des mois le voyage romain par lequel Wyzsynski rêvait depuis sa libération de voir consacrer son triomphe sur l'État polonais. Tous les prétextes furent invoqués entre janvier et mars 1957 (élections de janvier, etc.) pour lui imposer de rester à Varsovie «*plutôt que de faire à Rome un voyage spectaculaire et par conséquent dangereux* ». Lequel fut finalement décidé à la mi-mars: Varsovie venait de publier un décret sur les nominations consacrant son contrôle sur le polonisme des élus, leur loyalisme à l'État polonais et aux frontières nationales³⁸.

«*Wyszynski et sa suite* » (Klepacz, Choromanski et Baraniak) partirent le 6 mai pour «*un mois à six semaines*»: le primat «*s'emploiera* » à Rome, espéraient les catholiques polonais, «*à dissiper des préventions que beaucoup d'entre eux attribuent encore à une certaine influence allemande sur les milieux du Vatican* ». L'équipe subit les mêmes avanies qu'en 1948 et 1951, sans parler de l'avant-guerre, comme le révéla un article tardif (27 juin) de d'Hospital dans *Le Monde* sur «*l'atmosphère de gêne et de malaise* » qui avait régné: «*aucun haut représentant du Saint-Siège* » pour l'accueillir à la gare, résidence dans un couvent («*où sont déjà descendus avant [Wyszynski] Mgr Sapieha et Mgr Hlond*») et non dans la Cité du Vatican, réception fort tardive, «*caractère intime de la remise du chapeau* », etc. «*Le nonce à Bonn a[vait été] convoqu[é] d'urgence à Rome, pour confronter* », prévint de Margerie le 11 mai, «*les vues de l'épiscopat sur les frontières orientales de l'Allemagne avec celles qu'exposent au nonce en Allemagne occidentale ses interlocuteurs de la Chancellerie d'État* ». Pie XII publia, le 16 mai, pour le troisième centenaire du martyr d'un «*saint* » polonais «*aux confins orientaux de la Pologne* », l'encyclique *In victi aetate Christi*: elle exaltait l'uniatisme (gifle au catholicisme latin polonais), la souffrance, vertu cardinale, et la «*mission spéciale de constituer le rempart de la chrétienté* » conférée à la Pologne. Point d'orgue du harcèlement quotidien pratiqué envers l'épiscopat contre toute tentation de traiter avec l'État, cette provocation fut comprise par les catholiques polonais comme une incitation à la révolte contre l'URSS: «*Saint André Bobola, jésuite mort en défendant sa foi contre l'envahisseur russe, est en fait une figure religieuse secondaire en Pologne; le choix du 300^{ème} anniversaire de son martyr comme occasion de l'encyclique leur paraît accentuer les implications politiques de ce document* ».

Cette fébrilité germano-vaticane à l'occasion de laquelle Rudolf Salat fit le 1er juin 1957 les aveux rapportés plus haut rappela que toutes les décisions sur «*l'administration* » des territoires sous tutelle «*provisoire* » de la Pologne étaient arrêtées par Adenauer, Pie XII et leurs collaborateurs respectifs. Choix des hommes inclus, et pas seulement dans les cinq circonscriptions de l'Ouest: on apprit début juin la nomination à Poznan de Baraniak, l'un des chefs du camp ultramontain et anti-russe, provocation que Tardini justifia devant de Margerie (avant de lui tenir un discours anti-polonais identique à celui de 1951): «*Nous ne sommes pas occupés du gouvernement de Varsovie; nous avons pris notre position et nous l'avons fait connaître publiquement* »³⁹.

La presse catholique polonaise n'avait rien dit des humiliations infligées au quatuor épiscopal ni de l'encyclique provocatrice. Le Vatican se déclara donc, début juillet, «*satisfait des conditions [du] retour* » de Wyszynski, acclamé par «*une foule énorme* », et du succès triomphal des «*cérémonies religieuses qui l'ont suivi* » («*300 000 personnes ont suivi dans les rues de Varsovie la procession de la Fête-Dieu et il en a été de même dans les grandes villes*»). Le moine d'Inquisition auquel le pape avait, lors de l'imposition du chapeau, «*demandé de se montrer "intrépide jusqu'à l'effusion de sang, jusqu'à la mort"* » était «*revenu avec instruction* » d'achever «*la "secte paxiste"* ». Il se montra digne de la confiance que la Curie affichait toujours sur son allant anticommuniste. Demeurait l'essentiel, réaffirmé en janvier 1958 par l'Annuaire pontifical, précédé de l'«*avertissement [...] que la nomenclature des archevêchés, vicariats et préfectures apostoliques "ne tient pas compte de l'appartenance du territoire de ces circonscriptions ecclésiastiques à celui de tel ou tel État. L'indication donnée pour chacune d'elles répond exclusivement aux exigences du trafic postal à la date du 1er janvier 1958"* »: la concession apparente de la mention «*Polonia* »

après Wrocław, Gorzów, Gdansk ou Opole était annulée par l'« avertissement », appuyé d'un commentaire de l'*Osservatore* sur l'Annuaire, « publication [...] dépourvue de caractère officiel » œuvrant à « des fins exclusivement pratiques »; par la mention de la vacance des sièges de « Breslavia, [...] de Warmia », de la Prélature “nullius” de Schneidemühl; et par la précision que les « prélati qui ont soin des âmes auprès [des] catholiques [des] territoires relevant » des trois circonscriptions « et, en proportion moindre, d'autres diocèses », n'avaient aucun pouvoir épiscopal. L'aumône fut encore rognée début mars, au motif de faire droit à la protestation allemande contre cette inacceptable violation du concordat de 1933: entre autres, Splett, absent de l'édition de janvier, figura « à nouveau » dans ce « rectificatif » comme évêque de « Gdansk, Danzig, Danzica » à l'adresse « Bad Godesberg, Kronprinzenstrasse, I, Germania »⁴⁰.

Pour mener à bien sa vieille stratégie de dévolution au Reich de « territoires » provisoirement polonais, la Curie disposait d'hommes sûrs, jeunes, formés par ses séminaires, écoles russophobes de guerre civile. De Margerie présenta ainsi le 15 décembre 1956 la liste des sièges épiscopaux, tous pourvus (Poznan excepté, vacant depuis la mort de Dymek, remis quelques mois après à Baraniak) et dotés d'au moins un auxiliaire titulaire, *sauf Cracovie*, ce qui était loin d'être le cas en France: « tout se passe comme si, en prévision de circonstances difficiles pour l'Église et dans la crainte d'une coupure devenant éventuellement complète entre la Pologne et la capitale de la chrétienté, le Saint-Siège avait eu le souci de mettre en place systématiquement, dans l'ensemble des circonscriptions polonaises, “un état-major de réserve”, dont les membres pourraient, le cas échéant, prendre la relève des actuels ordinaires diocésains, empêchés ou disparus ». « Jeunes, nés dans leur grande majorité entre 1900 et 1910 », ils avaient tous été promus depuis 1945 pour leur agressivité. Pie XII en attendait la capacité à imposer la voie « forte [de l']Inquisition [et des] Croisades»: celle que mettaient en cause certains catholiques polonais, aussitôt chapitrés par une « hiérarchie » qui redoutait le « sérieux danger d'affaiblissement » d'une voie douce de « tolérance » et de persuasion, baptisée modèle français (débat d'avril 1958). L'été 1958 fut agité par « une lutte ouverte » entre Église et État: discours incendiaires du primat, problème « de la distribution des dons américains » dont Wyszyński exigeait la détaxe comme « autrefois », perquisition le 21 juillet à l'institut primatial de Czestochowa (Jasna Góra) transformé en officine d'édition illégale de brochures de combat (« tous ces documents, dont cette ambassade a pris connaissance, semblent avoir pour effet d'agiter l'opinion publique et d'irriter les pouvoirs officiels [...] », qui savent comme tout le monde qu'ils émanent pour la plupart du secrétariat du primat », câbla le chargé d'affaires Debroye le 31 juillet), etc. C'est dans cette atmosphère que fut annoncé en août 1958 un nouveau train de nominations. Y figurait « Charles Wojtyła », de Cracovie, nommé titulaire d'Antigone et auxiliaire de Baziak, administrateur apostolique de Cracovie et archevêque latin présumé d'un siège de « Lwów » – orthographe polonaise (concession vaticane exceptionnelle aux noms polonais, d'ordinaire transcrits en allemand) maintenue pour la ville de Lvov, soviétique depuis 1945⁴¹. On pouvait donc percevoir en cet homme, choisi après des années de réflexion, un nouvel André Szeptycki, grand champion entre 1907 et fin 1944 de la croisade uniate, autrichienne d'abord, allemande ensuite, contre la Russie orthodoxe et la Pologne catholique⁴².

Symboles d'une russophobie que Rome avait toujours érigée auprès des Polonais en paravent de son alliance avec Berlin (avant même la reconstitution de 1918). Les archives du second après-guerre délestent le catholicisme polonais du voile de la « persécution bolchevique » et, infirmant les césures fallacieuses de « Guerre froide », révèlent une remarquable continuité historique. Une Église héritière du Moyen Âge, érigée après 1945 en sanctuaire des anciens privilégiés, servit admirablement un Saint-Siège à la stratégie polonaise inchangée: la peur de perdre ses antiques privilèges lui facilita l'abdication ultramontaine, d'autant plus que la Curie, appuyée ouvertement sur les États-Unis érigés en successeurs imminents du régime communiste, lui promettait la récupération intégrale de son pouvoir social dès l'éviction des rouges par « l'Occident ». Sans doute mieux que naguère, cette perspective fit avaler aux « nationalistes » polonais la pilule allemande ou leur fit juger secondaire la question de la survie nationale. Si l'URSS incarnait pour eux l'enfer social, elle servit comme après 1918 d'appât national, détournant l'ire des prélats qui n'aimaient guère les Allemands mais les préféraient aux Russes. Continuité d'autant plus logique que ni l'épiscopat ni les supérieurs des ordres ne s'étaient distingués par la résistance à l'occupant (les clercs ralliés au nouveau régime se recrutèrent surtout parmi ceux qui avaient souffert de

l'Occupation et côtoyé des communistes dans les prisons et les camps). Pour être prélat en Pologne il fallait pour Rome après 1945 comme après 1918 pratiquer l'activisme russophobe et, condition *sine qua non*, respecter les intérêts du Reich considéré comme provisoirement privé de ses territoires.

Annie Lacroix-Riz, professeur à l'université Paris VII-Denis Diderot.

NOTES

Fautes de frappe des citations corrigées; passages en italique soulignés dans le texte ou par un lecteur du Quai d'Orsay (source de tous les fonds cités, archives du ministère des Affaires étrangères).

¹. Une étude intitulée « Le Vatican et la Pologne entre alliance catholique anti-russe et haine (Première Guerre mondiale-fin des années 1950) » est réduite ici aux années 1945-1958 (des éléments en ont paru dans *Golias*, n° 50, septembre-octobre 1996, p. 61-75, « Le sens "polonais" du pontificat de Karol Wojtyla »).

². Carlo Falconi, *Le silence de Pie XII 1939-1945*, Monaco, Ed. du Rocher, 1965, et Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide*, Paris, Armand Colin, 1996.

³. Renseignement militaire, 22 mars 1918, *Paix 1914-1920*, vol. 16; sur Spellman, Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988 (fondé sur les archives « déclassifiées » de la CIA, essentiel sur le sauvetage-recyclage des bourreaux), John Cooney, *The American Pope. The life and times of Francis Cardinal Spellman*, New York, Times Books, 1984, et Lacroix-Riz, *Le Vatican* (voir index).

⁴. De Margerie, 27 août 1952, Yougoslavie 1944-1960 (plus loin, 1944), vol. 105.

⁵. Hansjakob Stehle, *Eastern Politics of the Vatican 1917-1979*, Athens, Ohio, 1981, p. 250-262; Varsovie, Garreau, 8 novembre 1946, Pologne 1944, vol. 52, de Beausse, 8 janvier 1953, Yougoslavie 1944, vol. 106 (et *Le Vatican*, chap. 10 et 11, sur la base de Roumanie 1944, vol. 19, Hongrie 1944, vol. 18, Yougoslavie 1944, vol. 36, Tchécoslovaquie 1944, Pologne 1944, vol. 140, etc.); rapport 512, Varsovie, 30 octobre 1958, Pologne 1944, vol. 228, Dennery, 11 décembre 1951, Pologne 1944, vol. 134; 4 février 1955, Tchécoslovaquie 1944, vol. 156.

⁶. Maritain, 28 décembre 1945, Saint-Siège 1944, vol. 7; Lebègue, 14 mai 1948, vol. 53, Pologne 1944, vol. 52-54); espionnage vatican à l'Est, Seydoux, 25, Bonnet, 26 octobre 1951, États-Unis 1944, vol. 200, Charpentier, 6 août 1949, Roumanie 1944, vol. 87, Rivière, 17 mai 1950, Prague, décembre 1950, Tchécoslovaquie 1944, vol 153, etc., *Le Vatican*, chap. 11, et C. Simpson.

⁷. « Feuilleton » depuis avril 1945, Pologne 1944, vol. 52-54, 133-141 et 228, Pologne 1944 (dont cit., Maritain, 20 décembre 1945, et Garreau, 23 et 17 juillet 1946, vol. 52); François Fetjö, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil, 1979 (1^{ère} éd., 1952 et 1969), vol. 1, p. 46, et Marc Hillel, *Le massacre des survivants en Pologne, 1945-1947*, Paris, Plon, 1985, p. 287 et *passim*.

⁸. Beausse, 3 janvier, Garreau, 21 juillet, et Bourdeillette, 29 août 1947, Pologne 1944, vol. 53.

⁹. Maritain, 20 septembre 1945 Garreau, 26 mars, 31 janvier, 15 juin 1946, Pologne 1944, vol. 52 (avril 1945-décembre 1946), Garreau, 21 juillet 1947, *ibid.*, vol. 53, Brouillet, 7 décembre 1956, *ibid.*, vol. 228.

¹⁰. Beausse, 22 octobre 1946, Pologne 1944, vol. 52, Jalenques, 29, 28, Maritain, 18 juillet, Beausse, 3, 4, et 16 octobre, Garreau, 11 novembre 1947, et période suivante, *ibid.*, vol. 53

¹¹. Novembre 1947, Baelen, 5 janvier, Beausse, 9 avril 1948, Pologne 1944, vol. 53; Bourdeillette, 18 juin, Gueyraud, 15 juin, Koenig, 15 mai, et lettre de Pie XII, 1^{er} mars 1948, Allemagne 1944, vol. 69.; sur l'expression de Kaas en 1928 et sa postérité pacellienne, *Le Vatican*, chap. 4 et 10-11.

¹². Gueyraud, 15 juin, Allemagne 1944, vol. 69, Lebègue, 28 mai 1948, URSS 1944, vol. 46, Baelen, 5, 26 mai, Lebègue, 15 juin 1948, Pologne 1944, vol. 53; Beausse, 20 juillet, 5 août, Bourdeillette, 5 août 1948, *ibid.*, vol. 54; 3159/POL, 22 octobre 1948, Allemagne 1944, vol. 70.

¹³. Baelen, 5 mai, 22, 27 octobre, 17 novembre 1948, 7 janvier, 19 avril, Laporte, 20 mars, Baelen, 19 avril 1949, Pologne 1944, vol. 54 (1948-avril 1949); œuvre anticommuniste de Wyszynski avant 1939, Thiollier, 20 octobre 1953, *ibid.*, vol. 137.

¹⁴. Décret, 1er juillet 1949, Saint-Siège 1944, vol. 26, Pofilet, 12, 30 juillet, Pofilet et Rivoire, 10 août, Baelen, 8, de Boissezon, 7, Baelen, 22, 29 septembre, 19 octobre 1949, Pologne 1944, vol. 133; Cilhost, Rivière, 11 mars 1950, *ibid.*, 7 et 14 mars 1950, Tchécoslovaquie 1944, vol. 152.

¹⁵. Baelen, 24 janvier, 2, 20 février, 3, 6 mars 1950, Pologne 1944, vol. 133; Dennery, 10, Duval, 25 octobre 1950, *ibid.*, vol. 134.

¹⁶. Baelen et Ormesson, 5 avril, Ormesson, 7, 14 avril (avec texte de l'accord, sauf annexe secrète), Baelen, 17 avril, 19 avril (annexe), d'Ormesson, 21, 19 avril, Laporte, 15 mai 1950, Pologne 1944, vol. 133; Montini, Pie XII et les finances romaines, M. Aarons et J. Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992, C. Pallenberg, *The Vatican finances*, London, Peter Owen, 1971, Nino Lo Bello, *Vatican's Wealth*, New York, Trident Press, 1968 et *Vatican, USA*, New York, Trident Press, 1972, Penny Lernoux, *In banks we trust*, Doubleday, New York, 1984, et les ouvrages cités à la n. 3.

¹⁷. Toute la correspondance depuis mai 1950; citations, Dennery, 9 octobre, Laporte, 26 mai, Pofilet, 24, 28 juin, Duval, 4 novembre, 1950, Pologne 1944, vol. 133; Dennery, 17 janvier 1951, *ibid.*, vol. 134; d'Ormesson, 20 juillet et 8 novembre 1950, Saint-Siège 1944, vol. 26.

¹⁸. Dennery, 27 janvier, 6, 27 février, Ormesson 9, 16 mars, 20 décembre 1951, Pologne 1944, vol. 134, Ormesson, 29 mai 1952, et Margerie, 7 décembre 1956, *ibid.*, vol. 135 et 228 (Tardini en 1952 et Samoré en 1956 confirment les courriers de 1951).

¹⁹. Dennery, 3, d'Ormesson, 5 avril, Ormesson, Bérard, 13 avril, Dennery, 27 juin, François-Poncet, 31 juillet, Ormesson, 20 avril 1951, Pologne 1944, vol. 134; Margerie, 7 décembre 1956, *ibid.*, vol. 228. Rapports Pacelli-Adenauer depuis les années vingt, *Le Vatican*, chap. 4.

²⁰. Correspondance depuis l'été, citations, Dennery, 26 juillet, 12 juin, 10 juillet, Margerie, 20 septembre, Rivière, 5, Duval, 16 octobre, Dennery, 17, d'Ormesson, 22, Dennery, 11, 20 décembre 1951, Pologne 1944, vol. 134.

²¹. Dennery, 1er avril, 6, 10 juin, 8 juillet, d'Ormesson, 11 juillet, consul de Katowice, 7 novembre, Dennery, 27 novembre, 12 décembre 1952, Pologne 1944, vol. 135. *Rat Lines*, ouvrages de la n. 3.

²². Dennery, 7 octobre, 26 novembre, 3, 8, 10, 12 décembre 1952, Pologne 1944, vol. 135, d'Ormesson, 23 janvier 1953, Saint-Siège 1944, vol. 28.

²³. Dennery, 26 novembre, 1^{er}, 3, 12 décembre, d'Ormesson, 12 décembre 1952, Pologne 1944, vol. 135.

²⁴. Thiollier, 2 télégrammes du 6, 20, 23 janvier, Dennery, 29, d'Ormesson, 31, Dennery, 30 janvier 1953, Pologne 1944, vol. 136, 23 janvier 1953, Saint-Siège 1944, vol. 28, 2 octobre 1945 (note sur Feltin), *ibid.*, vol. 7.

²⁵. Dennery, 2 tél., 14 février, d'Ormesson, 20 février, Dennery, 10 mars, 6 juin, 2, 23 avril, Thiollier, 13 juin, Dennery, 6 juin 1953, Pologne 1944, vol. 136; d'Ormesson, 3 juillet 1953, *ibid.*, vol. 137; d'Ormesson, 12 juin, note Direction Europe, 13 juin 1953, *ibid.*, vol. 136; Seydoux (Vatican) et Varsovie, 2 juillet 1953, *ibid.*, vol. 137.

²⁶. Dennery, 25 et 27 juillet 1953, Pologne 1944, vol. 137. Exception parmi les diplomates français, Brouillet, conseiller et chargé d'affaires au Vatican de l'été 1953 à l'été 1958, excité contre les Soviétiques et leurs « satellites » (une des chevilles ouvrières du ripolinage clérical de Touvier), jouait les perroquets romains, par opposition à l'intelligent conservateur d'Ormesson, ambassadeur de septembre 1948 à juin 1956. Sur ce contraste, *Le Vatican*, chap. 10-11, sur Brouillet et Touvier, René Rémond *et alii*, *Paul Touvier et l'Église*, Paris, Fayard, 1992, p. 237 sq.

²⁷. Ormesson 6, 13 août, Thiollier (tél. 907-908), 14 septembre, J.-F. Roux, 21 août, Brouillet, 18 septembre, Thiollier, 14 (tél. 910-911), 23 septembre, Hoppenot, 8 octobre 1953, Pologne 1944, vol. 137. Kaczmarek source de la partie polonaise de C. Falconi, *Le silence*.

²⁸. Thiollier, 27, 28 septembre 1953, Pologne 1944, vol. 136, 7 novembre 1953 (*Le Monde* du 1er), *ibid.*, vol. 138, Bérard, 30 septembre, Ormesson, 23 octobre (excommunication du 30 septembre), Hoppenot, 8 octobre, manuscrit sur tél. de Vienne, 3 octobre, Hoppenot, 18, 9, d'Ormesson, 23 octobre 1953, *ibid.*, vol. 136.

²⁹. Flagornerie à usage interne, correspondance (d'Ormesson surtout) depuis octobre 1953, Pologne 1944, vol. 137-138.

³⁰. Tél. Thiollier, 985 et 990-992, 30 septembre, Pologne 1944, vol. 137; Dennery, 5, 18, d'Ormesson, 11 décembre 1953, *ibid.*, vol. 138, de Leusse, 2 novembre 1955, *ibid.*, vol. 141, d'Ormesson et Dennery, 19, *L'Humanité*, 21 (traduction du serment), Dennery, 30 décembre 1953 (discours), 6 janvier, 25 mai 1954, *ibid.*, vol. 138. Décembre 1920, *Le Vatican*, p. 231.

³¹. Peyrefitte, 3, 12 janvier, 7 mars 1955, note 333722 Secrétairerie d'État, 15, Peyrefitte, 25 septembre, Leusse, 10 novembre 1954, Pologne 1944, vol. 139. Bilan tchèque, Daniel Levi, 19 juin 1953, Tchécoslovaquie 1944, vol. 155.

³². Ormesson, 9, Peyrefitte, 18 octobre, Leusse, 16 novembre, 8 décembre 1954, Pologne 1944, vol. 139; Peyrefitte, 28 février 1956, *ibid.*, vol. 228.

³³. André Roger, 28 décembre, Leusse 16 novembre 1954, Peyrefitte, 12 janvier, 12 février, Leusse, 15, 24, d'Ormesson, 24 février; Peyrefitte, 3 janvier et 7 mars 1955, Pologne 1944, vol. 139, et Peyrefitte, 16 novembre 1955, *ibid.*, vol. 141.

³⁴. Peyrefitte, 22, Roger, 21 avril 1955, Pologne 1944, vol. 140; Peyrefitte, 15 novembre 1955, *ibid.*, vol. 141, et 31 octobre 1955, *ibid.*, vol. 140.

³⁵. Vindicta vaticane contre Français et Polonais, *Le Vatican*, chap. 11 et A. Lacroix-Riz, «Le Vatican, la France et l'Allemagne après les deux guerres mondiales», in G.-H. Soutou et R. Hudemann, *Les tiers dans les relations franco-allemandes*, Munich, Oldenbourg, 1996, p. 183-193 (version complète, *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 63, 1996, p. 33-58); d'Ormesson, 6 novembre 1953, Pologne 1944, vol. 138, Brouillet, 2, Peyrefitte, 11 juillet, d'Ormesson, 2 septembre 1955, *ibid.*, vol. 140, Leusse, 30, Peyrefitte, 25 novembre 1955, *ibid.*, vol. 141.

³⁶. Van Ghele, Cracovie, 27, 30 août, Leusse, 12 février, 24, 29 mai, Van Ghele, 18 août 1956, Pologne 1944, vol. 228, Rapport 512, Varsovie, 30 octobre 1958, *ibid.*, vol. 229, Monod, Varsovie, 29 octobre, Margerie; 8, Varsovie, 9, Dennery, Berne, 20 novembre 1956, Carbonnel, Varsovie, 8 janvier 1957, *ibid.*, vol. 228.

³⁷. Van Ghele, 1er avril 1957, Pologne 1944, vol. 228, antisémitisme, Carbonnel, Varsovie, 8 janvier 1957, *ibid.*, vol. 224 (et tout le vol.), Carbonnel, 9 janvier 1957, et tout jusqu'en juin 1957, *ibid.*, vol. 228, Debroise, Varsovie, 6 août, Carbonnel, 25 juillet 1957 et 19 février 1958, *ibid.*, vol. 229.

³⁸. Van Ghele, 1er avril 1957, Margerie, 22 novembre 1956, 1er juin 1957, 3 novembre, Carbonnel, 4, Couve de Murville, Bonn, 9, Brouillet, 7, Carbonnel, 9 décembre 1956, Margerie, 3 janvier, 13, 16 mars, Carbonnel, 15, 18 mars (décret joint, 11 articles) mars 1957, Pologne 1944, vol. 228.

³⁹. Carbonnel, 7 mai 1957, Pologne 1944, vol. 228, van Ghele, 10 juillet 1957, *ibid.*, vol. 229, Margerie, 11, 19, Carbonnel, 24 mai, Margerie, 13, 21, juin 1957, *ibid.*, vol. 228. Conflit uniate Rome-Varsovie avant 1939, *Le Vatican*, chap. 6.

⁴⁰. Carbonnel, 24 mai 1957, Pologne 1944, vol. 228, Margerie, 5, Carbonnel, 11, 25 juillet 1957, Margerie, 31 janvier, 7 mars 1958, *ibid.*, vol. 229.

⁴¹. Margerie, 15 décembre 1956 (liste complète jointe), Pologne 1944., vol. 228, et tout 1958, dont Debroise, 29 avril, 13 mai, 19 juin, 30, 31 juillet, Dupouey, 28 juillet, Margerie, 19 août, *ibid.*, vol. 229.

⁴². Sur André Szepticky, *Le Vatican*, et Stehle, *Eastern Politics*, index.